L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4e ANNEE
JEUDI 7 DÉCEMBRE 72
N° 169

Le capitalisme :

RÉGIME DE LA HAUSSE DES PRIX

REGIME A ABATTRE !

De plan d'austérité en plan de « stabilisation », de dévaluation en dévaluation, de hausse des prix en augmentation du coût de la vie, voilà près de soixante ans que la France connaît l'inflation chronique. Il n'y a pas une année qui n'ait vu les prix monter. Pas un jour sans que la classe ouvrière n'ait eu à se battre non pas pour l'augmentation de son salaire mais pour le maintien de son pouvoir d'achat. C'est pourquoi la propagande bourgeoise s'efforce de présenter la chose comme normale : les prix montent, c'est normal ! Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, tous les pays impérialistes en sont venus à reconnaître non seulement que l'inflation n'est pas un mal mais que dans certaines limites c'est un bien.

C'est ce que les économistes réactionnaires ont appelé l'expansion (capitaliste) dans l'inflation. Et c'est vrai, pour les capitalistes, notamment pour les plus gros parasites qui dominent encore notre pays, l'inflation a des côtés enchanteurs.

Derrière ce mot mystérieux et anonyme, c'est leurs sordides profits qu'ils camouflent. Car si pour toi, qui gagnes ton pain à la sueur de ton front, l'argent de ton salaire a de moins en moins de valeur, pour le capitaliste le produit que tu fabriques garde toute sa valeur. Non seulement tu travailles la majeure partie de ton temps gratuitement pour ton exploiteur, mais encore tu parviens de moins en moins à assurer à toi et à ta famille une existence ne serait-ce que décente.

Le gouvernement des riches, celui du banquier Pompidou et du monopoliste Giscard d'Estaing, a le culot de ressortir le vieil épouvantail du « cycle infernal des salaires et des prix » : voilà la cause de tous vos maux ! c'est la hausse trop grande des salaires. On aurait tort de croire que c'est une farce. Ce n'est pas non plus du cynisme : c'est la préparation de l'opinion publique à de nouvelles mesures réactionnaires : après les restrictions du crédit (qui frappent notamment les jeunes ménages), le gouvernement prépare le blocage des salaires.

Il montre bien par là que ce qui le préoccupe c'est la concurrence internationale qui exige un rythme d'inflation égal ou inférieur à celui des autres pays capitalistes et non les conditions de vie du peuple travailleur.

De toutes les façons le gouvernement actuel, comme tous ceux qui l'ont précédé depuis la première guerre mondiale et ceux qui pourraient le suivre dans ce système, fait un mauvais calcul : sa société bourgeoise est fondée sur le profit et la libre exploitation de l'homme, elle ne peut échapper à ses lois, elle ne peut échapper à ses crises insurmontables. Ce n'est pas un hasard si les seuls pays à ne pas connaître l'inflation aujourd'hui sont des pays socialistes comme la Chine, l'Albanie.

Dans ces pays où les travailleurs sont maîtres de leur travail, dans ces pays de dictature du prolétariat, les prix n'augmentent pas, certains baissent même, alors que certains produits sont pratiquement gratuits (médicaments).

Nous, marxistes-léninistes, sommes convaincus que le jour n'est pas loin où le peuple de France, balayant l'Etat des monopoles et arrachant les racines du capitalisme, en finira une bonne fois avec l'incertitude du lendemain, l'angoisse de la fin de mois, et la misère.

Guerre au racisme !

Manifestation à Paris des travailleurs algériens après l'assassinat de Djellali Ben Ali en octobre 1971.

Crime raciste à Versailles

COMMUNIQUE DE L'AMICALE DES ALGERIENS EN EUROPE

Un travailleur algérien a été assassiné le 29 novembre 1972 dans le commassariat de police de Versailles. Il a été abattu d'une rafale de mitraillette tirée à bout portant par un policier. Il s'agit de M. Diab Mohamed, âgé de trente-deux ans et père de quatre enfants.

Ce crime perpétré de sang-froid par ceux-là même qui doivent veiller à la sécurité des personnes est à mettre au compte de l'impunité dont jouissent les assassins et les agresseurs des travailleurs algériens dans ce pays. Faut-il rappeler à ce sujet la récente libération de l'assassin du jeune Djellali Ben Ali ?

Au nom de l'émigration algérienne, l'AMICALE DES ALGERIENS EN EUROPE élève une protestation indignée contre cet assassinat. Elle attire l'attention des autorités françaises sur cette situation intolérable qui fait que la sécurité des Algériens n'est pas assurée en France et espère qu'une action énergique sera entreprise afin de mettre un terme à des actes que l'opinion publique française elle-même réprouve.

(Voir en page 10)

LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

DOUBLER LA DIFFUSION POUR VAINCRE !

QUE CHAQUE LECTEUR DEVIENNE DIFFUSEUR

Encore une fois, c'est un appel pressant que nous lançons. « L'Humanité Rouge » ne pourra pas poursuivre sa parution hebdomadaire sans un effort politique de tous ses sympathisants et lecteurs.

Déjà lors de nos campagnes de soutien des victoires ont été remportées : à chaque S.O.S., chacun a tenu à répondre. Dans les circonstances difficiles, chaque fois il n'est pas un militant, pas un sympathisant, pas un lecteur qui n'ait compris que, de son effort, dépendait la survie de son journal. Malgré les sacrifices de tous, « l'Humanité Rouge » continue d'être en difficulté. C'est que sa parution coûte près de 1 million d'anciens francs chaque semaine. Ces frais doivent être couverts en partie par le produit de la vente du journal, en partie par les souscriptions. Pour ce qui est des souscriptions, si l'effort doit être maintenu, l'expérience nous a montré qu'elles ne peuvent atteindre chaque semaine le niveau qu'elles atteignent lors de nos campagnes. Par contre, il existe un moyen d'augmenter de façon durable et sûre les ressources de notre presse, c'est tout simplement d'en augmenter la diffusion.

Il n'échappera à personne que c'est là avant tout un objectif POLITIQUE à deux titres, parce qu'il gagne un travailleur aux idées marxistes-léninistes et parce qu'il permet à notre journal, porte-parole du prolétariat révolutionnaire de France, de ne pas reculer, de ne pas céder un pouce de terrain à l'ennemi de classe mais au contraire d'aller de l'avant.

Que chaque militant ait à cœur de doubler sa diffusion !

Que chaque lecteur ait à cœur de trouver au moins un nouveau lecteur !

Que chaque lecteur devienne un diffuseur !

Ecrivez-nous, camarades, pour nous signaler vos expériences, vos échecs et vos succès dans cette tâche fondamentale qu'est aujourd'hui l'augmentation de la diffusion.

BEL EXEMPLE D'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

Un ouvrier belge nous écrit :

Camarades de France,

Je reçois depuis 2 mois votre journal « l'Humanité Rouge », j'ai connaissance de nos difficultés financières de journaux prolétariens. Comme le problème est le même dans toute l'Europe. Seuls les journaux non financés par la publicité made in U.S.A. ou d'ailleurs sont en difficultés. Je mets ma modeste contribution de bon cœur. Mais de plus, étant en mesure de vous aider avec de l'argent des prolétaires de mon entreprise ça me sera un honneur de vous aider, modestement mais le cœur y est. Je passe « l'Humanité-Rouge » en 2e et 3e lecture à des ouvriers belges de mon entreprise. Comme quoi l'internationalisme n'est pas un vain mot.

Nous, on se souvient de l'hiver 1960-61 dans la région industrielle de Liège. Les premiers secours rouges sont venus de France. Les gars du Ch'nord c'est pas de la guimauve. On a des souvenirs et on les garde.

Bravo pour vos articles courageux dénonçant la complicité des syndicats jaunes, d'ailleurs ils sont européens. Dans ma région les syndicats font de plus en plus de gauchisme rapport à nos dénonciations de collaboration de classe. Ils prennent peur de perdre les masses ouvrières.

Le modernisme des trotskystes (maladie infantile des intellectuels), le modernisme des révisionnistes, c'est de la pollution. Heureusement il y a des gars du peuple qui ont du bon sens. Ils savent que la lutte des classes ça existe et que ça n'a pas beaucoup changé de 1900 à 1972.

L'exploitation de l'homme par l'homme, c'est toujour d'actualité.

Pour l'Humanité-Rouge sur 12 pages, en avant !

Entre nous soit dit...

C'était le 29 novembre à l'hôtel de Lassoy. Comme chaque année le président de l'assemblée nationale recevait Pompidou et « messieurs-mesdames » les députés. Histoire de siffler quelques coupes de champagne en « bonne compagnie ». Bref, il y avait là toute la gamme autour de Pompidou : U.D.R., Républicains « indépendants », centristes, radicaux, socialistes et... « communistes ». Bizarres, bizarres, ces « communistes » qui sablent le champagne avec les ennemis jurés des travailleurs. D'autant plus bizarres que leur chef Ballanger faisant causette avec Pompidou lui dit : **« Nous sommes des amis, mais des amis qui règleront leurs comptes bientôt ».** Demandez voir au premier ouvrier venu si Pompidou est son ami. Vous verrez ce qu'il vous dira.

Ballanger quant à lui a un petit copain, c'est Pompidou. Et on sait bien que les règlements de compte entre amis c'est pas bien méchant, ce sont des taquineries. Vrai ou pas vrai ?

« Les amis de mes ennemis sont mes ennemis ». C'est là un proverbe plein de bon sens. Pompidou venait à peine de quitter son ami Ballanger, qu'au détour d'un couloir, il se heurte au révisionniste Ducoloné bras dessus bras dessous avec le socialo Lagorce. Ducoloné s'exclame : **« Vous avez devant vous l'union de la gauche ».** Deux jours plus tard Marchais déclarait au Parc des expositions : **« Cette union, nous considérons qu'elle a pour fondement la volonté de combattre avec résolution la domination du grand capital ».**

Vraiment, on ne s'en serait pas douté.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	(en francs)
Soutien à notre presse	6
C.D.H.R. Dimitrov soutien à notre presse	200
Une lectrice	1
Un lecteur sur un marché	1
Souscription militante	14,40
Souscription de masse	
Un travailleur italien	1
Un lycéen	1
Deux futures institutrices	19
Un militant	2
Un travailleur algérien	7,60
Un cheminot et sa femme	5
C.D.H.R. N.V.T.	50
Sur un marché	6
Soutien à H.R. P.V.C.	2
Pour que vive la presse M.L. un ouvrier métallo	200
Un ouvrier métallo Un militant du P«C»F Vive le communisme	3
H.R. vaincra ! M.P.-C.E.G.	10
Cercle de lecteurs banlieue	8
En plus de mon abonnement pour soutenir notre presse J.P.N.	15
Un balayeur O.R.T.F.	1
S.D. soutien à H.R.	10
Versement mensuel (novembre) B.A.V.	10
Le souscripteur M.	5
Des amis de l'Albanie Rouge	75,50
En supplément à réabonnement S.L.	40
Pour le soutien à H.R.	40
Des militants sur un marché	2
Un ouvrier P2	18
Un couple de travailleur	1
Une étudiante soutien à H.R.	1
C.D.H.R. Manouchian	512,20
Dénonçons l'électoralisme A.L.T.	20,25
Pour continuer la bataille de l'H.R. un ancien combattant espagnol et à la mémoire de F. Marty	5
Dans un café algérien	1
Un jeune travailleur B.T. H.R. vaincra !	5,80
C.M.H.	10
D.M.	30
Louis	10
Georges	10
Serge	10
Un ancien résistant du 11e soutien à H.R.	10
Vive le 6e congrès du P.T.A.	5
Pour le 12 pages de H.R. En avant un camarade belge	55
Total de la semaine	1439,75
Total précédent	238808,65
Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	240248,40

Lettre d'un militant du P"C"F

Chers camarades,

Je suis actuellement militant du P.C.F. et secrétaire d'un cercle de l'U.J.C.F. Jeune cadre du P.C.F., je m'aperçois pourtant de « l'apathie » croissante des dirigeants du Parti, les promesses électoralistes qui pourtant ne résoudront pas la contradiction qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat. Où est-il le grand Parti révolutionnaire ? Je décide donc de combattre à vos côtés afin de construire la société socialiste en France, pour combattre le grand capital exploiteur et les tromperies du Parti « communiste » français.

Recevez, chers camarades, mon salut communiste !

Commandez notre nouvelle brochure :

LE PROGRAMME DE LA LIGUE COMMUNISTE : CONFUSION ET OPPORTUNISME

Prix : 2 F **Port en sus : 20 %**

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

CLASSE CONTRE CLASSE

S.O.B.I.O. (Mayenne) :

Les ouvriers de la S.O.B.I.O. revendiquant pour l'amélioration de leur salaire :

— 0,92 F dans l'immédiat,

— 1 000 F par mois à la mi-1973,

ont obtenu :

— novembre 72	0,60 F
— février 73	0,32 F
— mai 73	0,25 F
— août 73	0,25 F
— novembre 73	0,30 F
	1,72 F

plus aucune sanction pour fait de grève.

Les travailleurs de la S.O.B.I.O., sous l'influence de leurs délégués syndicalistes C.F.D.T., très combatifs, se sont organisés et ont mis sur pied un *comité de grève*, regroupant syndiqués et non-syndiqués.

Ainsi se trouvait mis en pratique le juste mot d'ordre « *Tous unis à la base et dans l'action* ».

Un *comité de soutien*, accepté et contrôlé par le comité de grève, a permis de populariser la lutte des travailleurs de la S.O.B.I.O. et d'organiser un soutien matériel efficace. Une réunion publique commune *comité de grève - comité de soutien* a regroupé une soixantaine de personnes :

— travailleurs d'autres entreprises,
— agriculteurs,
— petits commerçants,
— enseignants.

BILAN DE 8 JOURS DE GRÈVE

A cette réunion, des décisions immédiates ont été prises et mises en application :

— *Tract* annonçant aux travailleurs des autres entreprises qu'une collecte aurait lieu à l'entrée de leurs usines ;

— *Affiche* appelant la population de Mayenne à soutenir les travailleurs de la S.O.B.I.O. ;

— Des troncs ont été acceptés par tous les boulangers (sauf deux) de la ville ;

— Une délégation comité de grève - comité de soutien fut reçue par le maire et obtint, au minimum pour une semaine, la gratuité de la cantine pour les enfants de grévistes.

La réunion du comité de grève et comité de soutien pour un premier bilan fait ressortir le caractère matériel mais aussi politique du soutien :

— Le mot d'ordre contenu dans le tract « aujourd'hui nous, demain vous », permit de mettre en avant que la *solidarité prolétarienne* doit jouer à plein dans *le combat classe contre classe ;*

— Certains militants ont compris l'importance du soutien, témoin la réflexion d'un militant de base, délégué C.G.T. d'une autre entreprise : « La prochaine fois, il faudra démarrer le soutien encore plus rapidement » ;

— Les contacts établis devront être gardés dans la perspective d'une action commune plus rapide et plus efficace ;

— La critique de l'attitude d'un responsable syndical de l'union locale C.F.D.T. qui voulait à tout prix écarter le comité de soutien et préconisait aucune action commune.

Pour les travailleurs de la SOBIO, le bilan s'établit ainsi :

— Cette première grève a permis une prise de conscience de classe des ouvriers ; l'ambiance paternaliste qui régnait jusqu'à maintenant est brisée à tout jamais ;

— Face à la campagne démobilisatrice menée de pair par les agents de maîtrise et les cadres qui mettaient en avant les difficultés financières risquant d'entraîner du chômage et les dirigeants C.F.D.T. qui pensaient que les propositions patronales étaient suffisantes, les ouvriers avancés n'ont pas voulu s'opposer à la tendance à la reprise et ont préféré à la reprise en ordre dispersé, la reprise dans l'unité ;

— Tous les travailleurs restent mobilisés ; ils sont conscients que ce n'est qu'un début et qu'il faut continuer le combat de classe.

Correspondant H.R.
Mayenne.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

CABLES DE LYON (Clichy)

Les 120 ouvriers de l'atelier 2 (immigrés pour la plupart) poursuivent la lutte pour la réintégration d'un camarade arbitrairement licencié. Ils durcissent la grève malgré les tentatives de la direction pour la briser. Manifestations dans l'usine et prises de parole à la cantine se succèdent, entraînant la solidarité active d'un nombre de plus en plus important d'ouvriers de l'usine. L'atelier est décoré d'une multitude de banderoles et pannaux, portant, en français et en arabe, les revendications des ouvriers :

— Réintégration de Daniel Assaadi !
— 50 centimes d'augmentation pour tous !
— Une fiche de paie lisible !
— Pas de licenciement !

★

TINCHERAY (Orne)

Les 700 ouvriers des 10 usines de la « ville en grève » ont gagné. Désormais, il n'y aura plus aucun salaire inférieur à 1 000 F ! Une prime de 13e mois de 25 % du salaire en 1972 qui atteindra 100 % en 1974 !

★

USINE SAPITEX (Rennes)

La grève se poursuit pour :

— Pas de salaires à moins de 1 000 F ;
— Le 13e mois ;
— Amélioration des conditions de travail.

Les piquets de grève ont fait la preuve de leur efficacité : pas un seul jaune n'a osé se présenter devant eux.

★

LA LAINIERE (Roubaix)

Les 250 ouvriers de l'entretien sont en grève illimitée depuis le 20 novembre. Ils réclament une augmentation de 0,25 F de l'heure pour tout le monde. Des collectes de solidarité sont organisées dans les usines proches et le quartier.

★

DISRAM (Draguignan)

Ouvriers et ouvrières poursuivent l'occupation de l'usine, en cours de liquidation, pour obtenir le paiement des deux mois de salaires qui leurs sont dûs.

Le comité de soutien s'occupe de la solidarité et du ravitaillement des grévistes présents dans l'usine jours et nuits.

Des grossistes, un boulanger et un boucher de la ville, participent à l'organisation d'un marché en vue de fournir au personnel de l'usine et à leurs familles des denrées alimentaires au prix de gros.

Narbonne : SUCCÈS DE LA GRÈVE A MALVEZY-COMUTHEX

Chers Camarades,

La grève de 35 jours de Malvezy-Comuthex près de Narbonne s'est terminée le jeudi 9 novembre à 14 h. avec un succès, s'il n'est pas total est malgré tout considérable.

La grève a été déclenchée par la base, ouvriers syndiqués et non syndiqués. 170 ouvriers (un seul défaillant sur 170) 2 agents de maîtrise et deux employés de bureau dont une femme.

L'usine était occupée depuis le début, constaté par huissier mais la police n'a pas bougé.

Accord complet entre C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. !

Comité de grève élu par les grévistes, au total 12 membres dont 2 non syndiqués.

La grève n'était pas politisée en absence des éléments politiquement suffisament avancés.

L'usine n'a pas d'ouvriers immigrés, car travaillant pour Pierrelatte la nationalité française est le premier critère de l'embauche.

Le moral et la détermination des grévistes d'aller jusqu'au bout était très forts.

A la base les trois délégués syndicaux était d'accord et ont remplis leur rôle, en défendant la cause des grévistes dans le sens « classe contre classe ».

Les collectes ont été très bien accueillies par la population, les grévistes sont passés dans les villages avoisinants et le total de ces collectes ainsi qu'une tombola le 8 novembre a permis de couvrir presque intégralement l'argent perdu par les grévistes.

Le 7 novembre après la réunion au Palais du Travail de Narbonne (150 grévistes + 250 personnes venus les soutenir) s'est formé un cortège qui a parcouru la ville en scandant « Solidarité Malvézy occupé ».

Il y avait à 20 heures très peu de monde dans la rue, surtout des automobilistes qui ont tous donné pour les grévistes et sans un mot pour la gêne de la circulation.

Les travailleurs de nuit aux P.T.T. nous ont fait des signes amicaux.

Un seul agent de police a suivi les manifestants avec un talki-walkie, mais les cars de police étaient prêts à intervenir.

Il y a eu un arrêt d'une 1/2 heure devant la sous-préfecture jusqu'à ce que la délégation des grévistes sut qu'elle ne serait pas reçu.

La grève s'est terminée au 35e jour et ils ont obtenu :

70 F par mois pour tous les grévistes (au lieu de 150 demandés).

140 F de prime de vacances.

Depuis 1968, c'est la première grève dure dans le Narbonnais et par sa réussite même partielle elle nous fait penser que c'est un commencement de prise de conscience des travailleurs.

Correspondant H.R.

Vincennes : UN MOUCHARD DÉMASQUÉ

Chers Camarades,

Vendredi 17 se tenait à la fac de Vincennes une A.G. de soutien à la grève menée par les travailleurs du nettoyage contre le patron révisionniste Frioux, président du Conseil de gestion. Un élément suspect, déjà repéré par divers progressistes, a été surpris lorsqu'il quittait l'A.G., filé jusqu'au Château de Vincennes où il a téléphoné à la Préfecture de Police pour communiquer à ses patrons des R.G. plusieurs informations sur la grève et, surtout, une liste de noms de travailleurs immigrés en lutte particulièrement actifs. Revenu à la fac, ce flic, inscrit en criminologie à Paris II, a été capturé, démasqué et mis sur la sellette par plusieurs centaines d'étudiants progressistes.

Ceci prouve certes que les facs sont truffées des agents du pouvoir fascisant et que nous devons en tenir compte avec la plus ferme vigilance (car pour 1 de pincé, 9 restent dans l'ombre, y compris dans certaines organisations politiques).

Mais ceci démontre surtout la panique de la bourgeoisie et de son gros-bras Marcellin face à la combativité croissante de nos frères immigrés dans les combats de classe, comme l'avait d'ailleurs déjà mis en lumière la circulaire Fontanet.

Travailleurs immigrés, soyez vigilants, partout où vous luttez aux côtés de vos camarades français, les sinistres flics des monopoles essaieront de vous repérer, pour vous faire expulser sous divers prétextes, et vous remettre aux mains de leurs complices des polices de votre pays d'origine, comme les tortionnaires de Hassan II ou de Caetano.

En ce qui concerne la lutte des travailleurs immigrés du nettoyage, il faut en effet savoir que les gestionnaires du P.« C. »F. qui tiennent la fac se refusent à créer de nouveaux emplois dans ce service, alors que la fac vient d'étrenner 4 000 nouveaux m2 de locaux, s'ajoutant à 6 bâtiments, 4 amphis et des km2 de pelouses et allées, et que les travailleurs ne sont que 25 environ pour entretenir toute cette surface. Bien plus, Frioux fait planer des menaces de licenciement sur certains.

Aujourd'hui, d'ailleurs, le sieur Paul Laurent venait déballer sa camelotte sur le « Programme commun », et, sauf une vingtaine de révisionnistes mobilisés pour la circonstance, il n'y a eu personne pour l'applaudir. Bien au contraire, sa « conférence-débat » l'a mis en fâcheuse posture, car il a été bien incapable d'expliquer comment ce même P. « C. » F. qui promet monts et merveilles à nos frères immigrés pour mars 1973, faisait régner, en la personne du Conseil de la fac, l'ordre capitaliste de chômage et de répression sur les travailleurs immigrés.

Correspondant H.R.

Banques : Grève nationale et manifestation

48 heures de grève pour les 200 000 employés des Banques : voilà qui ne s'était pas vu — exception faite de Mai 1968 — depuis 1957.

75 % d'entre eux environ ont suivi ce mot d'ordre à l'appel de tous les syndicats représentatifs dans la profession. A Paris 5 000 manifestants sont descendus dans la rue pour rappeler leurs revendications :

— Pas de salaires à moins de 1 000 F.

— Révision des classifications.

— Augmentation de la prime de fin d'année.

— Amélioration des conditions de travail.

Les directions centrales des Banques — qui ne peuvent décemment pas dissimuler leurs énormes profits ! — s'obstinent à faire la sourde oreille. Mais le personnel est bien décidé à poursuivre l'action jusqu'à satisfaction de ses revendications.

O.R.T.F. : le démantèlement s'accélère la lutte devient pressante

Les monopoles mènent la vie dure à l'O.R.T.F. en lui faisant appliquer sans ménagement une loi fascisante : **la loi Malaud**. L'attaque, déclenchée à la rentrée, est brutale.

EXAMINONS CETTE LOI DANS SON APPLICATION

1° Le statut unique vole en éclats : chaque **régie est dotée de ses normes propres** en matière de critères d'embauche, de salaires, d'effectifs, de réglementation du travail, de productivité. Pour que la concurrence provoque l'émulation.

2° **Le droit de grève est gravement atteint** : le programme minimum en cas de grève est étendu à l'ensemble des émissions. L'antenne est donc **muselée**, le personnel **ficelé**, une nouvelle « charrette » de journalistes gênants débarquée.

3° Les « commissions paritaires » sont **supprimées de fait**.

4° L'encadrement hiérarchique répressif est renforcé en pouvoirs (il avait été préalablement renforcé en effectifs).

5° Alors que le budget est diminué, la **productivité est accrue de 30 %** pour le lancement de la troisième chaîne et l'augmentation du volume des émissions première et deuxième chaînes, **par abaissement général des coûts standards (devis des émissions) et application de normes draconiennes de sur-production**.

6° **L'embauche est bloquée, les effectifs actuels menacés de compression par l'application de ces mêmes normes.**

7° Il en résulte une **déqualification générale des professions**, sanctionnée par des définitions de fonctions dégradées, la diminution du salaire de base.

8° Les emplois vacants ne sont pas pourvus et les contrats correspondants, **subtilisés**.

9° La formation professionnelle interne est ralentie (réduction des crédits), etc.

Ces réformes et ces normes ont été étudiées et mises au point par des hommes de main des monopoles experts ès démantèlement (Louis Armand, feu-le-directeur de la S.N.C.F., faisait partie de la **Commission Paye** dont le rapport est l'instrument technique fondamental du démantèlement de l'O.R.T.F.). Elles aboutissent à mettre le personnel dans **un gabarit** tel qu'il perde un nombre considérable d'avantages acquis, que ses conditions de travail, déjà désastreuses, s'aggravent, qu'il soit désarmé pour riposter.

OU MENE CETTE REFORME ?

Sous son apparente absurdité, elle a des raisons bien cohérentes :

— Par les accords conclus entre l'O.R.T.F. et les **monopoles**, la télévision de l'avenir est déjà **en droit** aux mains des trusts. Dans « l'Humanité Rouge » n° 122, nous avions révélé que l'exploitation des techniques nouvellement mises au point (**vidéo-cassette**) est pour 66 % des parts cédée par l'O.R.T.F. aux monopoles. La Société Vidéo-grammes de France a l'exclusivité de la diffusion des programmes par le système vidéo-cassettes. Elle a été constituée par le groupe Thomson, Hotchkiss, Brandt, Hachette (34 % à lui seul), C.B.S. (U.S.A.), Imperial Chemical Industries (anglais) et Ciba-Geigy (Suisse).

— D'autre part, **la transmission par câbles** de la télévision, techniquement supérieure au système hertzien, est passée aux mains de la SETEL (Société d'Etude de Télévision) où l'on retrouve Hachette, la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, l'Union des Assurances de Paris... et un capital de lancement de 100 millions anciens.

(Remarquons en passant que cette appropriation monopoliste est un pas en avant dans le démantèlement des P.T.T.) On trouve à la direction de la SETEL, Jules Antonini, directeur de la S.N.C.F., qui fut aussi membre de la Commission Paye.

LE COUP DE GRACE

Ces accords ont assuré aux monopoles la prise en main de la diffusion par les nouvelles techniques. La **loi Malaud** leur **organise** la prise en main de la production, dont le monopole d'Etat avait été abrogé par le statut de 1964. Depuis cette date, l'exode de cette production vers une multitude de sociétés sous-traitantes avait été **systématiquement favorisée** par les directions successives de l'Office.

LA GREVE DES PERSONNELS DE LA PRODUCTION

Elle a éclaté à la base dans les milieux professionnels de la production au moment de la mise en application de la loi, sous la « direction » d'Arthur Conte, P.D.G. de service.

Au bout de trois jours de grève massive, l'intersyndicale (S.N.R.T.-C.G.T., F.S.U. et C.F.D.T.) arrête la grève **sans consultation de la base** parce que « la direction se montre soucieuse de « sauver le service public » (Noguerra P.« C. »F., délégué du S.N.R.T.-C.G.T. au congrès de Nîmes) et qu' « elle accepte de discuter les modalités d'affectation des cas sociaux dans les régies » (une gréviste, déléguée C.G.T., fait cette réflexion : « C'est la commission des pleurs »).

L'intersyndicale est secouée en assemblée générale et la grève reprend, tournante cette fois-ci.

Par l'intervention des marxistes-léninistes, la plate-forme de grève est élargie par les grévistes qui ont constitué un embryon de **comité de grève** (repoussé par l'intersyndicale, puis toléré par elle sous l'appellation de **comité de liaison inter-sections**). Cette plate-forme qui n'était au départ qu'une protestation contre l'éclatement du bloc professionnel (« pool ») et la diminution de 30 % des coûts standards, prend une allure revendicative concrète permettant la mobilisation de l'ensemble du personnel de l'Office : embauche (notamment des temporaires), conditions, de travail, qualification professionnelle et salaires.

La F.S.U. (syndicat maison des techniciens, fiancée depuis peu avec la C.F.D.T.), largement compromise dans le démantèlement, agite le spectre du lock-out, et abandonne la lutte en débinant publiquement le S.N.R.T.-C.G.T. et en **imprimant** l'ordre à ses adhérents de ne pas faire grève sous peine d'être considéré démissionnaire (sic) du « syndicat » (sous la protestation de ses adhérents, la F.S.U. annule la menace, mais maintient l'ordre).

Du coup, la C.F.D.T. rompt ses fiançailles et fait cause commune avec le S.N.R.T.-C.G.T. tiraillé, quant à lui, entre la prise de conscience progressive des travailleurs pendant la grève et la propagande pour la « gestion démocratique » de l'O.R.T.F. contenue dans le Programme commun.

Jeudi 23 novembre, trois centres parisiens (Joinville, les Buttes-Chaumont, le Centre de la Recherche) et deux centres de province (Nancy, Grenoble) se sont joints, pour une journée, massivement à la grève, ainsi que le Laboratoire de développement et les étalonneurs-film de la rue Cognacq-Jay.

Les travailleurs des maisons prestataires qui côtoient sur les lieux de travail et de tournage les travailleurs de l'O.R.T.F., ont depuis le début une attitude solidaire et prennent toutes sortes d'initiatives pour ne pas casser le mouvement.

IL FAUT LUTTER CONTRE LA FASCISATION

La situation est très tendue. Si la grève s'étend, le blocus gouvernemental sur l'O.R.T.F. sera forcé et le démantèlement bien compromis. Dans la course de vitesse qui est engagée pour le pouvoir, en 1973, l'O.R.T.F. est un atout maître, la bourgeoisie fascisante a tout fait pour l'investir. En compromettant l'issue de cette grève, les syndicats révisionnistes et réformistes jouent un jeu dangereux qui favorise la subordination de l'Etat aux monopoles et la fascisation graduelle qui l'accompagne.

Dans la lutte,
Les communistes marxistes-léninistes de l'O.R.T.F.
Le 26 novembre 1972.

E.100

DISTRIBUTEUR DES EDITIONS NORMAN BETHUNE :

« Les heures glorieuses de la mer Noire »
André Marty 5 F

« Manuel d'économie politique »
Académie des Sciences de l'U.R.S.S. (1955) 28 F

« Histoire du Parti communiste de l'U.R.S.S. »
(Edition de 1949) 16 F

« Sur la littérature, la philosophie et la musique »
A. Jdanov 4 F

« Proclamation-programme des communistes (bolcheviques) révolutionnaires soviétiques » 2,50 F

« Trotsky et le trotskysme »
Recueil des textes de Lénine et Staline 4 F

« Pierre Sémard »
André Marty 1,50 F

« Georges Dimitrov »
André Marty 1,50 F

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE :

« Lénine et l'organisation »
Recueil de textes de Lénine 6 F

« A propos de l'anesthésie par acupuncture »
Textes chinois présentés par le docteur A. Maillet 4,50 F

« Auguste Blanqui, un révolutionnaire des temps d'orage »
André Marty 3 F

E.100

EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE
B.P. 120 — 75962 Paris Cédex 20

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Les mines de potasse d'Alsace

Quelques leçons d'une grande lutte

La grève des mineurs de potasse qui a pris fin la semaine dernière est une de ces luttes dont on parlera longtemps. Dès maintenant, quelques leçons peuvent en être tirées. La grève des mineurs de potasse aura été utile pour toute la classe ouvrière.

DETERMINATION DANS LA LUTTE

« NOUS RESTERONS DEBOUT », tel a été dès le départ le mot d'ordre des grévistes. Quand on engage une lutte, on la mène jusqu'au bout. Quand on décide quelque chose, on s'y tient.

Les grévistes ont tenu ferme face à toutes les manœuvres de la direction, face à toutes les menaces. Des femmes de militants syndicaux ont reçu des menaces de mort pour leur mari si la grève continuait. La direction a tenté de faire forcer les piquets de grève.

Face à ces menaces, les grévistes ont utilisé les armes de la lutte classe contre classe : blocage des routes, manifestations, occupation des mines, puis du fond, meetings, etc. Lorsqu'ils ont voulu aller manifester à Paris, la S.N.C.F. a tenté de bloquer le train spécial. Ils ont menacé d'occuper la gare : la S.N.C.F. a cédé.

UNITE OUVRIERE

Les mineurs de potasse ont montré qu'ils savaient que l'unité de la classe ouvrière est ce qu'il y a de plus précieux. Jusqu'au bout, ils ont su la préserver. Ils se sont unis avec les ouvriers des autres usines de la région qui ont fait des débrayages de solidarité, des manifestations communes et leur ont apporté un soutien financier.

DES FEMMES EXEMPLAIRES

Un des autres caractères de cette grande lutte a été le rôle joué par les femmes. Celles-ci ont non seulement soutenu, mais ont participé à la lutte (voir « H.-R. » n° 168). Dès 4 heures du matin, les femmes venaient renforcer les piquets de grève, elles distribuaient des tracts, faisaient la soupe pour ceux qui occupaient au fond. Les femmes d'Alsace ont été dans l'héroïque tradition des femmes de mineurs, des femmes dont les travailleurs parlent toujours avec le plus grand respect.

MANIFESTATION DE LA FORCE DE LA CLASSE OUVRIERE

Les mineurs disaient : « Tous ces gens haut placés dans la hiérarchie nous méprisent, mais nous saurons jusqu'au bout montrer notre force ». *Et leur force ils l'ont montré. Face à l'Etat qui voulait les mettre à genoux, ils ont occupé la mine. Eux, que les exploiteurs méprisent, ont montré que s'ils le voulaient plus rien ne marchait, qu'il y avait dans d'autres usines des ouvriers qui les épaulaient. Ils ont montré qu'on ne peut pas faire céder des ouvriers qui veulent rester debout.*

Devant de telles luttes, on se dit que décidément il y a dans la classe ouvrière une force immense, une force qui sans nulle doute détruira le vieux monde, celui du capitalisme, pour édifier un monde nouveau : le socialisme.

UNE VIE DE MISÈRE, UNE VIE DE LUTTE

De ses quatre-vingt années de paysanne et d'ouvrière, quelques bribes me sont restées à la mémoire. Elle me contait son enfance, faite de privations, de fatigues, sans instruction, le patois pour tout parler. La maison de ses parents, venteuse, était de terre battue. Le jour se levait bien tôt pour elle et se couchait tout aussi tard. Dès l'aurore, son baluchon sur l'épaule, c'était selon les saisons, dès l'âge de huit ans l'étouffante fournaise des moissons où les gerbes de froment étaient plus lourdes qu'elle et où le patron, cupide, lésinait encore sur les misérables.

Trois sous qu'elle gagnait par jour, c'était la boue gluante et lourde de l'argile collée aux gros godillots mal taillés lors de l'arrachage des betteraves qui pesaient des kilos dans le froid des automnes du Nord ou dans le crachin pénétrant jusqu'aux os. Peu à manger et beaucoup de travail, voilà toute sa jeunesse. Vint la guerre avec ses cortèges de prisonniers. Et de rire doucement en repensant aux astuces qu'elle déployait avec ses amies pour donner, ne fut-ce qu'un crouton de pain, elle-même en manquait, aux prisonniers soviétiques détenus tout près de là, évitant les patrouilles de uhlans à cheval. Une fois même, elle ne dut son salut qu'à une fuite éperdue dans les bois. Et cette autre fois, où toute sa haine de l'ennemi envahisseur l'emportant, elle s'était rendue au poste allemand pour réclamer un miroir qu'un officier allemand lui avait confisqué. Puis l'armistice et de nouveau, sans trêve, la misère. Le travail dans une usine textile après son mariage. Son mari dans une autre usine. Deux salaires squelettiques pour nourrir sept enfants, jamais de repos, une paie qui ne suffisait même pas à les habiller tous. Aussi, avec les autres ouvriers de la région, ils participaient aux manifestations pour abaisser le prix du pain. Le kilo de pain valait une demie journée de travail. Et de manifester sa haine profonde des patrons en racontant comment les patrons rigolaient de ces va-nu-pieds en colère, de ces culterreux qui sans instructions osaient réclamer une vie meilleure. Le rire des patrons se figea bien vite quand les caillous commencèrent à descendre les belles vitres de leurs belles maisons.

Puis, pendant le Front Populaire, elle courait avec les hommes dans les champs, bâton en main, pourchassant les « jaunes » qui continuaient à travailler pour les exploiteurs pendant la grève. Les flics intervinrent avec brutalité, matraquant à coup de crosse même les femmes enceintes. Les hommes, fous de rage devant tant de bestialité, les mirent rapidement hors de combat et accrochèrent une dizaine d'entre eux aux crocs des boucheries, sous la garde des femmes, armées de gourdins. Le premier qui bronchait, pan..., sur la figure. La fin du Front Populaire, grand espoir vite déçu, vit un de ses fils arrêté pour un soi-disant sabotage de machine agricole qu'il n'avait jamais commis, mais comme il fallait punir un meneur pour l'exemple, « ils » choisirent parmi sa famille qui était fort combative. Un autre de ses fils dut rester un an allongé sur une planche de bois, à l'hôpital, à cause d'un accident provoqué par la rapacité de son patron, et cela sans jamais aucune indemnité.

Pendant la Résistance, rationnée, elle trouvait le moyen de ravitailler en charbon et en denrées alimentaires les maquis du F.T.P. de la région. Elle refusa toute récompense et modestement, racontait d'un ton blagueur les supercheries employées pour tromper les nazis et les kollabos. Peu après la Libération, son mari épuisé par une vie de dur labeur s'en fut doucement sans aide de l'Etat ni de qui que ce soit. Seule, elle végéta alors avec une pension parcimonieuse, trop vieille pour travailler. Des ouvriers l'aidaient à cultiver un maigre lopin de terre duquel elle tirait ce que l'Etat capitaliste lui refusait, à savoir une retraite décente sous prétexte de formulaires non remplis à la mort de son mari. « Vieille mais encore verte ». Elle le prouva quand le maire gaulliste, allié par mariage à un gros propriétaire foncier du coin, tout sourire, à la veille des élections, vint lui « offrir » un sac de cinquante kg de pommes de terre « pour les vieux ».

Une fois tous les quatre ans ! Elle le reçut à coups de balai. L'histoire fit le tour du village et tout le monde d'en rire. On ne vit plus le maire pendant longtemps. La semaine dernière, alors que déjà elle déclinait lentement, elle avait tenu à acheter, tout ce qui lui restait de son mois de pension, une carte de vœux de nouvelle année destinée à soutenir la juste lutte du peuple vietnamien. Elle avait murmuré : « Je n'en ai plus pour longtemps, mais je veux encore donner ces 1,50 F, car ces 1,50 F là seront peut-être ce qu'il manquera aux Vietnamiens pour acheter un fusil. Je veux qu'ils s'en servent pour être libres, indépendants et qu'ils puissent bâtir un monde dans lequel l'ouvrier ne sera plus la dernière roue du carosse. » Aujourd'hui, elle est morte. Mais sa leçon ne sera pas oubliée. Partout dans le monde de l'exploitation de l'homme par l'homme, avec ceux et celles qui restent, se lèveront les forces qui balaieront la vermine capitaliste et bourgeoise, source de tous les maux du peuple travailleur. Transformons nos misères et nos douleurs en haine de classe pour les ennemis du peuple.

Un lecteur d'H.R.

Hier à Orly, Aujourd'hui au Bourget

Il y a six mois, les C.R.S. faisaient leur apparition sur le terrain du Bourget (installations industrielles) sous un prétexte futile de protection d'un chargement d'or ou d'autres matières précieuses. Ils patrouillaient régulièrement de jour et de nuit et contrôlaient les ouvriers qui quittaient le travail à minuit.

Devant le mécontentement des ouvriers de l'U.T.A., qui protestèrent vigoureusement auprès de la direction, les C.R.S. se font beaucoup plus discrets. Ils s'adaptent, ils cherchent à devenir habituels.

Le mardi 21 novembre, avant 6 heures du matin, plusieurs cars de C.R.S., voitures radio, etc., font irruption au Bourget. Plusieurs centaines d'entre eux se mettent à contrôler systématiquement le passage sur les installations industrielles. Ils réclament les cartes d'aéroport en invoquant des vols de voitures et différents motifs qui ne justifient en rien un tel déploiement de force. Ce contrôle dure jusqu'à 16 heures.

A Orly, plusieurs membres du comité d'entreprise sont convoqués à la police judiciaire pour répondre à une plainte en diffamation concernant un tract politique diffusé dans l'enceinte de l'aéroport.

Nous savons que, sur les aéroports, les policiers en civil s'infiltrent dans tous les meetings de grève.

Nous pouvons constater que le coup de filet du Bourget arrive au moment où les grévistes du CAPEX (enregistrement - réservation aéroports) renforcent leur mouvement qui dure depuis huit semaines déjà, et font appel à la solidarité.

On veut habituer les travailleurs aux contrôles policiers.

On veut les habituer à la présence permanente des C.R.S., pour pouvoir mieux les réprimer dès que c'est nécessaire pour les profits des exploiteurs.

Nous ne travaillerons pas les fusils dans le dos !

Ne tolérons pas un flic dans les usines !

Tous unis à la base et dans l'action contre la fascisation !

Correspondant « H.R. ».

Changer de gouvernement ne suffit pas
Changer de majorité ne suffit pas
il faut changer de régime (3)

UNION DE LA "GAUCHE" UNION ELECTORALISTE SANS PRINCIPE

Unité ! y a-t-il un mot plus cher au cœur de tout prolétaire ? En témoigne cette exclamation spontanée d'un mineur de potasse, collectant à Paris le lendemain du vote qui décidait la reprise du travail :

« Oui ! c'est quand même une victoire ! Parce que patronat et gouvernement avaient juré de rien lâcher. Mais ils ont dû reculer, parce que, de bout en bout, NOUS SOMMES RESTES UNIS ! »

En témoigne aussi cette lassitude, cet écœurement de tant d'ouvriers, tiraillés à hue et à dia par des directives syndicales contradictoires. Comme les cheminots, au cours de l'année écoulée : 7 juin : grève des seuls adhérents C.G.T. ; 23 juin : grève des adhérents C.G.T.-C.F.D.T. ; septembre : grève dans le Sud-Est ; novembre : grève dans le Nord, puis dans l'Ouest, puis dans la région parisienne.

Combien sont-ils à s'exclamer avec colère et amertume : « Ah ! si au moins on était tous unis ! »

Toute l'histoire de la classe ouvrière lui a enseigné — cruellement, parfois ! — que, divisée, elle était faible et impuissante ; mais que, unie, elle était capable de faire plier l'ennemi, en attendant de le briser.

C'est ce qui fait que chaque ouvrier estime, avec Lénine, que « L'unité du prolétariat est son arme la plus grande dans la lutte pour la révolution socialiste ».

« Unité », « union populaire », ce sont là des mots qui s'étalent largement dans les colonnes de l' « Humanité » blanche en ce moment. Journaux, radios et télévision bourgeoises s'en font complaisamment l'écho.

Que recouvrent-ils ? Un immense espoir pour la classe ouvrière ? Non : un énorme mensonge !

Le honteux passé du Parti Socialiste...

Avec qui faire l'unité ? Quel est celui que le P.«C.»F. entend nous présenter comme le meilleur ami, le grand allié de la classe ouvrière ? Ni plus ni moins que le Parti socialiste. Sous ses étiquettes successives — S.F.I.O., F.G.D.S., P.S. —, il n'est pas un inconnu pour elle : Tout au long de son histoire, c'est avec ses pires ennemis qu'il a toujours pactisé.

Rappelons-nous :

En 1936, l'élan des masses populaires porte au gouvernement socialistes et radicaux, soutenus par le Parti communiste. Dès janvier 1937, le gouvernement Léon Blum prend des mesures pour empêcher le départ des volontaires pour l'Espagne républicaine, qu'il contribue ainsi à poignarder.

En février 1937, il proclame « la Pause », qui suspend l'application des mesures économiques et sociales réclamées par le peuple.

Commentant l'échec du Front populaire, un peu plus tard, Léon Blum aura ces mots cyniques : « *Faire appel aux masses ouvrières et républicaines, c'était possible. Mais... une telle lutte se serait propagée dans le pays, elle se serait traduite par de graves mouvements populaires gagnant sans cesse en amplitude et en énergie...* » (« Le Populaire », 10 avril 1938).

1940, ce sont les mêmes qui votent la déchéance des députés communistes, leurs alliés de la veille, à qui Blum promet « une balle dans la tête ».

En 1947, ce sont toujours eux qui, à la demande de leurs amis américains, décident l'exclusion des ministres communistes du gouvernement.

Dans la foulée, Jules Moch crée les C.R.S. et les lance contre les mineurs en grève. Il y aura plusieurs morts parmi les grévistes. En souvenir de ces temps, la classe ouvrière a longtemps appelé ces chiens de garde du capital, les « Mochs ».

En 1956, ce sont les dirigeants socialistes au gouvernement qui déclenchent la politique d'extermination du peuple algérien, forts des pleins pouvoirs que leur ont voté les députés communistes. Et c'est la même année qu'ils entament l'expédition de Suez, pour défendre leur allié Israël en même temps que les intérêts impérialistes qu'il représente.

Mitterrand, ministre de l'Intérieur, puis Garde des sceaux, envoie à la guillotine le militant communiste Fernand Yveton qui s'était rangé aux côtés du peuple algérien dans son combat héroïque.

C'est le même Mitterrand qui déclare à cette époque :

« *Tous les moyens seront réunis pour que la force de la nation l'emporte, quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche. Le bruit s'était tout à coup répandu que l'Algérie était à feu et à sang... cela ne sera pas, parce que l'Algérie c'est la France et que, des Flandres au Congo, il y a la loi, une seule nation, un seul parlement.* »

En 1956 toujours, les anti-communistes redoublent d'agressivité au moment des événements de Hongrie. Le 7 octobre, une manifestation fasciste remonte les Champs-Elysées. En tête, entre Bidault et Pinay, se trouve le député socialiste Max Lejeune !

1958 : de Gaulle s'empare du pouvoir en bénéficiant du soutien actif des socialistes. Reconnaissant, c'est à Guy Mollet qu'il offre la présidence de son premier gouvernement.

...A l'image de son présent

Le Parti socialiste a-t-il changé ? oui : sur un point. Il influençait autrefois une partie non négligeable de la classe ouvrière de notre pays.

Aux élections de 1924, le jeune Parti communiste recueillait 870 000 voix, la S.F.I.O., trois millions. En 1946, les voix socialistes passent à quatre millions et demi. Ces chiffres reflètent l'influence réelle qu'exerçait la social-démocratie. Et parmi ceux qu'elle trompait ainsi, nombreux étaient les ouvriers. Ce sont eux — les « confédérés » — qui composaient les rangs de la C.G.T. réformiste, face à laquelle s'affirmait la C.G.T.U.

A la base, pourtant, l'aspiration à l'unité était puissante. Car, ainsi que l'écrivait Paul Vaillant-Couturier, « *La classe ouvrière dans ses masses profondes est passionnée d'union. Sa pauvreté, sa faiblesse, ses souffrances lui imposent de se sentir les coudes* ».

A l'heure actuelle, où sont donc les ouvriers qui se réclament du Parti socialiste ? A l'exception de certains bassins miniers du Nord, on peut faire le tour de toutes les usines sans en trouver pratiquement aucun.

Ce n'est pas que les idées social-démocrates aient totalement disparues de la classe ouvrière pour autant ! Non, mais, désormais, c'est le P.«C.»F. qui se charge de les y répandre.

Ainsi ce n'est donc pas au nom de « l'unité de la classe ouvrière » que peut se justifier la recherche de l'alliance avec les socialistes.

Qu'on se souvienne aussi de leur totale inexistence pendant les grandes luttes de mai-juin 68 où ils brillaient par leur absence. On ne les voit reprendre un peu de poil de la bête qu'en juillet 1969, au cours du congrès constitutif du Parti socialiste à Issy-les-Moulineaux. Ils prétendent alors regrouper... 74 000 adhérents. Qui représent-ils ? Mitterrand se charge obligeamment de nous éclairer un peu sur ce point :

« *Notre composition sociologique correspond-elle à une analyse qui permette de tourner sur leur gauche les partis ouvriers ? Ne serait-il pas plus raisonnable de penser qu'il convient de s'adresser, non par préférence, mais en sachant exactement ce que nous représentons, à cette classe nouvelle qui se dégage du prolétariat...?* »

En fait — et ce n'est pas si nouveau que ça ! — ce sont bel et bien les intérêts de la moyenne et d'une partie de la grande bourgeoisie que représentent les socialistes. Ils se tiennent donc dans le camp des ennemis de la classe ouvrière.

Il n'en va pas autrement du troisième larron de cette mensongère « Union de la gauche », le groupuscule des radicaux de gauche !

1936 : la véritable unité : au cœur du peuple, à la base et dans l'action contre le capitalisme.

NON ! LE FRONT POPULAIRE C'ETAIT TOUT AUTRE CHOSE

« L'Humanité » y avait mis le paquet tous ces temps-ci. Une propagande matraquée était destinée à nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Il fallait à toutes forces que l'unique manifestation commune de l'accord conclu au sommet entre P. « C. » F. et P.S. apparaisse comme l'expression d'un grand courant populaire. Et on a vu fleurir les comparaisons avec 1936, le Front populaire : « Mieux qu'en 36 ! » proclamait « l'Humanité » du 2 décembre. Non ! le Front populaire c'était tout autre chose ! c'était l'élan de tout un peuple mobilisé à la base, dans la lutte. Vendredi à la Mutualité, c'était simplement un public qui était convoqué, le temps d'une soirée, pour apporter sa caution à ceux qui prétendent décider en son nom. Car le « programme commun » n'est pas destiné à donner la parole au peuple, mais bien à la lui confisquer.

En témoigne le plaidoyer de Fabre, représentant des radicaux « de gauche », en faveur de l'initiative privée, des petits et moyens patrons. En témoigne le fait qu'on ait vu parader côte à côte Jacques Duclos et le « socialiste » Jules Moch, assassin de la classe ouvrière. Et la lourde insistance de Marchais sur l'aspect tricolore du programme ne traduit-il pas simplement le fait que la classe ouvrière s'est détournée de l'U.R.S.S., qu'elle n'est pas dupe que ce ne sont plus ses intérêts qui y sont défendus ?

Certes, nombre de participants étaient enthousiastes : les mensongères paroles d'unité trompent encore de nombreux travailleurs. C'est à nous, camarades qu'il appartient de démasquer les faux amis de la classe ouvrière.

Certes ils étaient nombreux. Mais souvenons-nous : à l'enterrement de Pierre Overney, sans trains ni cars spéciaux, nous étions plus nombreux encore, malgré les appels de ceux qui avaient pris le parti de ses assassins !

L'objectif : Se couler dans les fauteuils de la bourgeoisie

L'union, pour quoi faire ? A cela P.«C.»F. et Parti socialiste répondent d'une même voix : « gagner les élections ! ». Autrement dit : briser les luttes de la classe ouvrière. Celles-ci peuvent, en effet, effrayer les petits bourgeois qui seraient disposés à apporter leurs suffrages à un gouvernement « responsable et efficace ».

On l'a bien vu en juin 68 où la Chambre des députés la plus réactionnaire a été élue immédiatement après les grandes grèves de mai-juin mobilisant 10 millions de travailleurs.

Séguy s'est récemment chargé de mettre les points sur les i en ce domaine : « *nous réaffirmons que nous ne ferons rien qui soit de nature à perturber les élections et le déroulement de la campagne électorale...* » Voilà pour la période précédant les élections.

Quant à celle qui suivra, au cas où « le programme commun » l'emporterait, c'est Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qui se charge d'éclairer notre lanterne (interview à « Télé - 7 jours », n° 656, 18 novembre 1972) :

« *Quand on gouverne, on rencontre des résistances de toute nature et on a besoin d'un certain élan populaire pour les surmonter. L'élan dure six mois environ...*

Et puis, la présence au gouvernement des socialistes, des communistes, des radicaux est de nature A CANALISER L'ELAN POPULAIRE QUI RISQUE DE TOUT FAIRE EXPLOSER. NOUS POURRONS AINSI LIMITER LES GREVES ET LES REVENDICATIONS, CE QUI NOUS PERMETTRA DE GOUVERNER. Regardez Mai 68. Le gouvernement a dit : « Non, non, non » et, à la fin, il a lâché dans tous les domaines... »

On attend encore un commentaire de l' « Humanité » à cette déclaration !

La classe ouvrière ne mange pas de ce pain-là

Depuis bientôt quinze ans, l'objectif du P.«C.»F. se résumait à cela : conclure, avec le Parti socialiste, un accord de gouvernement. C'était la panacée universelle, le remède à tous les maux passés, présents et futurs. L'événement tant attendu s'est donc produit, et voilà que nombre d'adhérents de base du P.«C.»F. se retrouvent désorientés, inquiets, malgré ce petit livre noir entre leurs mains, à cause de ce petit livre. Car l'immense courant d'adhésion populaire escompté ne s'est pas produit. Bien loin de là ! Dans les usines, on ne trouve pas trace d'enthousiasme. On en discute, bien sûr, mais avec une certaine inquiétude. « Pierrot, je suis inquiet », confiait à un camarade marxiste-léniniste, ouvrier dans une grande usine, un vieux militant du P.«C.»F. « Et si Pompidou n'allait pas plier, comme on nous l'affirme, au cas où le « programme commun » passe ? On est pas prêt à la riposte et ça sera mauvais pour la classe ouvrière ! » Clairement ou confusément, cette idée chemine dans les têtes.

Et puis aussi, il faut bien le dire, au fond, cette alliance avec le Parti socialiste, ce vieux traître, cet ennemi de toujours, ça n'emballe vraiment personne. Dans une grande usine de la région parisienne — plus de 2 000 travailleurs — le député local a prévu deux meetings successifs avec chacune des équipes d'ouvriers. Au premier, il vient... vingt personnes. Il file sans même tenter de tenir le second meeting !

« Mitterrand, non décidément », ils « ne l'avalent pas ! », s'exclame un secrétaire de cellule d'entreprise du P.«C.»F... et nombreux sont ceux, dans les rangs mêmes du vieux Parti, qui n'acceptent pas non plus qu'on fasse ainsi une croix sur cette longue suite de trahisons.

Une preuve encore du fait que les masses ouvrières se détournent de cette fausse unité-là : Dans l'euphorie de la signature du Programme commun, le P.«C.»F. avait annoncé la création de « comités de soutien au programme d'Union de la gauche ». L'idée a fait long feu. Il ne s'est trouvé aucun élan populaire à organiser. L'accord P.«C.»F. - P.S. reste donc un accord au sommet dont la classe ouvrière se détourne, car elle sent bien qu'il se fait sans elle et contre elle.

Les dirigeants révisionnistes n'en sont, au fond, pas fâchés : un mouvement à la base peut toujours prendre des initiatives gênantes pour les délicats calculs électoraux.

Front unique prolétarien !

Pour conclure, rappelons ce qu'affirmait Thorez lui-même sur la nature de l'unité que le prolétariat doit construire (intervention au VIIIe congrès du P.C.F., janvier 1936) :

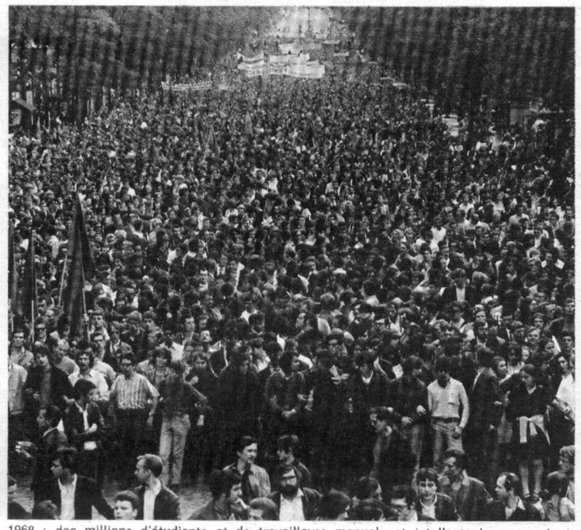
« *Le Front unique ne doit pas se limiter à un meeting tous les ans. Il doit être basé essentiellement sur la lutte en faveur des revendications quotidiennes, économiques et politiques des travailleurs.*

» *Le Front unique doit permettre l'organisation et le déclenchement des actions les plus modestes. Il doit permettre également d'orienter la classe ouvrière vers les formes de luttes plus élevées et notamment de la préparer à LA GREVE POLITIQUE DE MASSE, tant en vue de ripostes éventuelles à de nouveaux assauts du fascisme que comme moyen de faire aboutir des revendications ouvrières de caractère général et national...*

» *Enfin, pour être efficace, le Front unique doit être solidement organisé... En outre, les communistes ne doivent pas cesser de travailler à la création ou au renforcement de comités de Front unique groupant, à la base, et surtout dans les usines, tous les ouvriers organisés et inorganisés.*

» *Tout en se montrant les champions et les organisateurs de l'unité ouvrière, les communistes ne doivent, à aucun prix et sous aucun prétexte, renoncer au travail indépendant du Parti, à la propagande de ses opinions et de ses mots d'ordre, à son effort propre pour mobiliser et organiser les travailleurs contre la bourgeoisie et le fascisme. Les communistes ne peuvent en aucune façon abandonner la critique politique des opinions préjudiciables aux intérêts de la classe ouvrière, ou des attitudes contraires à l'esprit du pacte d'action commune.* »

Ils renient même Thorez !



1968 : des millions d'étudiants et de travailleurs manuels et intellectuels au coude à coude dans la lutte. Voilà la grande, la seule force du peuple travailleur.

A PROPOS DE MITTERRAND LA FRANCISQUE

Mitterrand le bourgeois, chef des « socialistes », grand allié du parti révisionniste est marqué à jamais du sceau indélébile de l'infâmie : la francisque, décoration qui lui fut décernée par le traître Pétain, alors que la Patrie était foulée aux pieds par les nazis.

Chacun a les amis qu'il mérite, et Marchais ne saurait renier un individu qui après avoir été pétainiste fut un anticommuniste virulent, ministre de la bourgeoisie, partisan de la guerre d'Algérie et de l'OTAN ! Il est d'ailleurs intéressant de constater que chaque fois que l'on rappelle cette sinistre décoration on voit fleurir dans la presse bourgeoise les démentis, les précisions bienveillantes expliquant que Mitterrand était déjà (?) à Londres lorsqu'il se vit décerner la francisque, que cette décoration lui avait été quasiment imposée, que de toute façon ça ne prouvait rien, et que... et que...

Quel empressement et que de sollicitude pour tenter de justifier l'injustifiable ! Nous nous bornerons une fois de plus à apporter la preuve de tous ces mensonges et d'une aussi lamentable complicité : voici ce qui est écrit dans les statuts de la francisque, parus au Journal officiel de l'Etat-traître de Vichy, le 25 août 1942 :

« Article 2. — Tout titulaire de la francisque est tenu de prêter le serment suivant :

Je fais don de ma personne au maréchal de France comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciples et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre.

Article 5. — Tout candidat à la francisque doit présenter des garanties morales incontestées et remplir deux des conditions ci-après :

a) avant la guerre avoir pratiqué une politique nationale et sociale conforme aux principes de « révolution nationale » ;

b) manifester depuis la guerre un attachement actif à l'œuvre et à la personne du Maréchal ;

c) avoir de brillants états de service militaires ou civiques.

Article 6. — Toute demande d'attribution sera signée par le candidat *et présentée par deux parrains. »*

Alors ? Quels services le sinistre Pétain voulut-il récompenser en acceptant de décorer Mitterrand ? Et voilà bien la preuve que cette francisque ne tomba point du ciel car Mitterand la demande *et sut se faire parrainer par d'autres féaux qui s'étaient signalés par leur servilité aux fascistes.*

C'est celà la vérité, que nous devons inlassablement répéter, en montrant à tous les travailleurs que le capitalisme ne peut pas être combattu par ceux-là mêmes qui en furent les défenseurs acharnés.

Changer de gouvernement ne suffit pas.

Il faut changer de régime !

Saint-Jean-de-l'union :

Une école au rabais pour les enfants d'ouvriers

A Saint-Jean-de-l'Union, aux portes de Toulouse, une société capitaliste, la S.C.I.C. possède un lotissement de 605 pavillons « Le Domaine de Lestang ». Tous les pavillons ne sont pas encore achevés, le « Domaine » est encore un chantier ; cependant la société s'est empressée de louer (location-vente) les pavillons disponibles à des familles ouvrières pour la plupart (cheminots, artisans...). Sur les plans présentés par la société aux futurs acquéreurs, tout est parfait, tous les équipements sont prévus, école et lycée figurent en bonne place.

La rentrée scolaire qui s'est effectuée dans des conditions déplorables (comme dans de nombreux villages et villes de France) a apportée aux parents d'élèves du quartier de cruelles désillusions.

Jugez-en :

— L'école est encore un chantier non terminé, pas de lumière pas de chemin d'accès...

— A la maternelle pour 50 enfants il n'y a qu'une institutrice aidée depuis peu par une femme de ménage.

— Alors que de nombreux jeunes enseignants sont au chômage, il n'y a pour s'occuper de l'école primaire que 2 maîtresses stagiaires ; à cette école primaire sont inscrits 73 enfants représentants 5 divisions scolaires : une des 2 institutrices doit s'occuper de 2 sections, l'autre des 3 autres sections dont la préparation à l'entrée en sixième... Chaque jour la situation s'aggrave car de nouveaux habitants arrivent dans la cité.

— A l'ouverture de l'école, il n'y avait ni représentant de la mairie ou de l'éducation nationale ; ce sont deux remplaçantes qui ont dû organiser cette rentrée avec l'aide du mari de l'une d'elles.

— Il n'y a bien sûr pas de cantine et à midi les gosses sont trimballés « provisoirement » en camionnette vers une autre école ; au début, la camionnette en question n'avait même pas de bancs et les gosses étaient transportés comme des colis.

— Quand au lycée promis, il n'existe pas ; le lycée le plus proche est complet et si leurs gosses parviennent à entrer en sixième, les parents se demandent où ils devront les amener...

Face à cette situation les habitants du lotissement se sont indignés. En délégation ils sont allés voir les responsables :

— L'inspecteur d'académie leur a promis de « voir la question de près ».

— Le maire soi-disant de « gauche » (« socialiste » propriétaire du plus bel hôtel-restaurant de la commune) ne veut rien savoir ; il prétend que les habitants du lotissement sont « à part de la commune ». Quand il sera question de payer les impôts communaux il feront sans doute partie de la commune...

— Le député Baudis (Républicain indépendant) qui fait lui aussi des promesses.

— Les représentants de la société capitaliste S.C.I.C. qui prétendent avoir fait tout ce qu'ils devaient.

Les habitants du lotissement, tous unis pour obtenir les meilleures conditions de vie auxquelles ils ont droit pour eux et leurs enfants, commencent à se rendre compte que pétitions et délégations ne suffisent pas pour faire aboutir leurs légitimes revendications. Depuis la rentrée la situation n'a fait que s'aggraver. Tout ce beau monde, maire, député, Education nationale, S.C.I.C. se moque d'eux et ne s'intéresse qu'aux profits qu'il peut faire sur leur dos (exemple : la pose d'un compteur d'eau coûte ici 50 000 anciens francs). Ce sont des ouvriers et ils voient bien qu'ils n'ont rien à espérer des sociétés capitalistes exploiteuses comme la S.C.I.C., des autorités et de l'éducation nationale au service du capital.

Seule l'action courageuse et déterminée des travailleurs du quartier unis à l'ensemble de la population du village peut faire aboutir leurs revendications et mettre fin aux scandales où trempent tous les exploiteurs, depuis ceux de la majorité (le député Baudis) jusqu'à ceux de la prétendue opposition social-démocrate (le maire du village).

Correspondant H.R.

NOUVELLE ATTAQUE POLICIERE CONTRE LE PARTI FRERE D'ESPAGNE

Fin octobre, la police du régime fasciste de Franco a frappé à Madrid : elle a découvert, dans un quartier de la capitale, une imprimerie clandestine de nos camarades du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste), elle a « confisqué » tout le matériel qui s'y trouvait et arrêté six personnes.

Le fait qu'en plein Madrid, au cœur de l'appareil de répression franquiste, les meilleurs fils et filles des peuples d'Espagne groupés dans et autour du P.C.E. (m.-l.) aient pu patiemment mettre sur pied une importante imprimerie, prouve combien se développe la lutte antifasciste en Espagne, sous la conduite des authentiques communistes.

Dans un communiqué paru dans le numéro 68 de son organe central, **Vanguardia Obrera**, le Parti frère d'Espagne déclare :

« La police yankee-franquiste prétend qu'avec ce coup porté, elle va pouvoir freiner ou désarticuler le travail d'agitation-propagande de notre Parti. Rien n'est plus faux ! Face à cette nouvelle difficulté, toutes les organisations et tous les militants du Parti ont réagi avec esprit de détermination et d'abnégation révolutionnaire, en resserrant les rangs plus étroitement que jamais autour du Comité central.

» Notre organe central, **Vanguardia Obrera**, et autres matériels du Parti continuent à paraître et à circuler dans tout le pays, à la ville comme à la campagne. »

Rien ne fera plier le genou aux communistes et aux antifascistes d'Espagne !

Solidarité avec le P.C.E.M.-L. !

A bas le régime yankee-fasciste de Franco !

Suicides dans les prisons

Depuis le début de l'année, **officiellement**, vingt-huit détenus se sont suicidés dans les prisons françaises. Pour la plupart : des jeunes en préventive, pour des délits mineurs (petits larcins...). Les truands, les vrais, ne se suicident jamais, eux. Mais ceux que l'on jette pour un rien dans des geôles inhumaines où règnent la terreur et les persécutions systématiques, qui savent qu'ils ne trouveront pas de travail en sortant... Ecoutons la voix de révolte qui monte des prisons de notre société capitaliste. Voici des extraits d'un tract du Comité de soutien aux détenus de la prison de La Roche-sur-Yon.

Pour le mois d'octobre uniquement, dans la prison de La Roche-sur-Yon, trois détenus ont tenté de se suicider, un quatrième a « réussi »...

A partir d'aujourd'hui dimanche 26 novembre, quelques-uns, parmi les détenus de « notre » prison, veulent protester, par une grève de la faim, contre leurs conditions de vie qui ne peuvent qu'acculer à de tels gestes de désespoir. Leur courage devrait stimuler tous ceux — auxiliaires judiciaires, sociaux, médicaux et religieux — qui souvent font le bien à la petite semaine et qui, pourtant moins menacés, n'osent pas dire ouvertement ce qu'ils savent.

ECOUTONS UN DETENU, qui, lui, a osé (tous ses camarades pourraient en dire autant) :

« ... Je faisais mon petit tour, en chantant. On me tombe dessus : « Inter » dit de chanter, règlement... » Je proteste ; alors le surveillant me dit : « On vous envoie au mitard. »

» ... Le mitard, c'est le cachot, la prison de la prison : quand tu passes la serpillière le matin, le soir ce n'est pas encore sec. Il existe un chauffage, mais il ne marchait pas. Pas de siège, ni de table. Le lit en fer, à moitié tordu, au milieu de la pièce ; le lit est scellé. Pas de matelas, pas de couvertures. On te les amène simplement le soir, de peur que tu ne te suspendes... Tu as un évier en ciment ; ça mène directement aux égouts, si bien que tu as toutes les odeurs qui remontent...

» Temps de sortie : une demi-heure par jour. Suppression du courrier, des visites. Nourriture : on a un jour sur deux du pain sec et de l'eau...

» ... J'ai écrit au préfet et à l'administration pénitentiaire, comme j'ai le droit. Le préfet ne m'a pas répondu, mais l'administration m'a répondu. Elle m'a dit que je n'avais pas le droit de siffler, pas le droit de faire du bruit dans le but de remettre en cause l'ordre qui règne... »

NOUS ACCUSONS LA PRISON d'être :

UN UNIVERS SANS LOI.

Son isolement interdit tout contrôle. Les détenus n'ont que des devoirs ; qu'ils aient aussi des droits, les droits élémentaires de dire, d'écrire, de contester un système qui les mate, les assassine... pour leur « apprendre à vivre » !

Ils sont considérés comme du bétail, mais la plus petite vachette donne des coups de pied. Seraient-ils moins que cela ?

Ils veulent manifester qu'ils sont des hommes à part entière et que la soumission n'est souvent que la démission de la dignité humaine...

UN UNIVERS SANS PROGRES...

Conduire au « mitard » pour avoir chanté !...

Les « honnêtes gens » seraient-ils les seuls à pouvoir bénéficier du progrès ?

UN UNIVERS SANS ESPOIR...

L'Espagnol qui s'est suicidé au mois d'octobre dans la prison de La Roche (condamné pour vol sur un chantier) venait d'apprendre qu'il serait expulsé de France à sa sortie de prison...

A l'inverse du but proclamé par la loi, l'effet le plus certain de la prison est de désespérer le détenu et de le conduire à la récidive (plus de la moitié des trente-six mille détenus en France).

Un prisonnier : « Comment reprendre courage quand, à ma libération, je n'aurai pas de toit pour m'abriter, de lit pour dormir, de travail pour vivre, d'argent pour subsister ? »

LE PRODUIT D'UNE JUSTICE DE CLASSE...

La grande majorité des détenus (90 %) sont des membres des classes sociales les plus pauvres ; leurs crimes ou délit sont les protestations maladroites contre le sort qui leur a été fait.

De plus, 80 % des inculpés de la classe bourgeoise bénéficient de la liberté provisoire, contre 32 % de la classe ouvrière...

SOYONS SOLIDAIRES DES DETENUS DE LA PRISON DE LA ROCHE-SUR-YON !

Leurs revendications : suppression du « mitard », de la censure du courrier, des brimades mesquines dont ils sont l'objet ; le droit de correspondre pour tous ; le droit de visite au moins une heure par jour ; l'amélioration des conditions de parloir ; la suppression de l'isolement autour des prisons...

Comité de soutien aux détenus de la prison de La Roche-sur-Yon.

A bas la répression

Deglas Hector a commencé une grève de la faim devant le vice-rectorat (Assainissement) depuis le mercredi 6 novembre.

A la rentrée scolaire d'octobre 1972, le valet Sarlat (qui remplaçait le vice-recteur) a refusé de donner à Deglas son poste de professeur au Raizet.

Pourtant il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise et son contrat prend fin jusqu'en 1975.

QUE LUI REPROCHE-T-ON ?

Depuis les événements de Mai 1967 et particulièrement après le procès de Pointe-à-Pitre en 1968, Deglas n'a cessé de subir les brimades du vice-recteur, proviseur, juge et forces de répression.

Après avoir passé près d'un an dans les geôles colonialistes, il connut toutes les péripéties avant de réintégrer son poste à Carnot en 1969.

En 1971, les vastes mouvements de masses devaient provoquer une vague de répression contre les travailleurs en lutte et contre tous ceux qui s'étaient placés à leurs côtés.

Deglas, militant anti-colonialiste bien connu ne fut pas épargné et le procureur Garsi sautait sur l'occasion pour l'inculper à propos de l'affaire de Baimbridge.

Deglas et Delvecchio furent les seuls parmi les inculpés à ne pouvoir se dérober au contrôle judiciaire. Très vite ils furent jeter en prison.

Au cours de la même année il est poursuivi sans motif par la justice coloniale en temps que Secrétaire de l'U.G.A.S. On perquisitionne son domicile, on expulse sa femme de Baimbridge, on le provoque dans la rue..., il ne peut circuler dans les rues sans qu'on le conduise au Commissariat pour « vérification d'identité ».

POURQUOI S'ACHARNE-T-ON AINSI CONTRE LUI ?

En réalité Deglas se trouve l'un de ces anti-colonialistes qui comprit que la Guadeloupe doit accéder à l'Indépendance Nationale. La tactique colonialiste consiste à s'attaquer aux moyens d'existence même des militants ; on leur refuse le DROIT AU TRAVAIL !

Cette tactique n'est qu'une mesure politique prise contre ceux qui luttent de manière intrépide contre le système colonial et ses valets (c'est-à-dire les politiciens véreux, les traitres de la direction révisionniste du P.C.G.).

Le Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe est convaincu que la lutte menée par Deglas est JUSTE.

Par son action courageuse, Deglas symbolise le combat du peuple travailleur guadeloupéen contre le colonialisme français. Les ouvriers, les paysans pauvres, les intellectuels révolutionnaires de la Guadeloupe doivent donc se sentir concernés.

ILS DOIVENT SE MOBILISER car seule une MOBILISATION MASSIVE fera reculer la répression.

Le G.O.N.G.

Cambodge : vers la victoire

Sur le front militaire

Pendant la dernière saison des pluies, les Forces armées populaires khmères ont mené une offensive de grande envergure ; elles ont déjoué les opérations de l'ennemi, contrôlé les routes principales 1, 2 et 5. Elles ont opéré dans Phnom Penh même et libéré de nouveaux territoires ; 85 % du territoire est libéré aujourd'hui.

Ci-dessous quelques chiffres des victoires sur l'ennemi de mai à septembre derniers :

— 54 000 ennemis hors de combat dont 2 généraux, l'un de l'armée saigonnaise, l'autre de celle de Lon Nol;

— 9 900 armes saisies (canons, mortiers, mitrailleuses, T.S.F.) ;

— 161 véhicules militaires détruits, 61 blindés, 46 avions, 40 ponts détruits ;

— *480 000 habitants nouvellement libérés* sont organisés dans la zone libérée.

L'armée de Lon Nol ne contrôle plus les villages situés à moins de 20 kilomètres de Phnom Penh. La grande ville peut être occupée d'un jour à l'autre par les Forces armées patriotiques... Lon Nol ne peut ni consolider ni développer sa ligne de défense ; il risque fort d'être pris dans une souricière !

Nouvelles politiques

La lutte pour le riz continue à Phnom Penh. Depuis le début d'octobre, des milliers d'habitants de Phnom Penh ont manifesté pour obtenir du riz, que le système néo-colonialiste américain a rendu très rare. La principale production khmère fait cruellement défaut dans les villes et les autorités lonnoliennes *stockent* effrontément le riz — pour maintenir des prix exorbitants et se « sucrer » largement.

C'est aux cris de « Vivent le F.U.N.K. et le G.R.U.N.K. ! », « défaite aux traîtres Lon Nol, Sirik Matak », etc. que hommes et femmes, jeunes et vieux, rassemblés en petits groupes, ont attaqué les dépôts de riz et de vivres stockés par les traîtres ! Certains soldats de l'armée fantoche ont enlevé leurs uniformes pour combattre côte à côte avec leurs compatriotes !

Les habitants de Battambang ont attaqué la maison de Sek Sam let, chef de province, pour y saisir le riz stocké dans ses entrepôts. Il y a quelque temps, Sek Sam let avait vendu du riz... à la Thaïlande... alors que le peuple khmer des zones occupées crève de faim !

Les « réfugiés » parqués dans des « camps » près de Phnom Penh ont chassé les responsables de l'administration fantoche venus pour recueillir *de force* du sang pour les mercenaires blessés sur la route n° 2. Réponse d'un vieillard exaspéré :

« Je n'ai pas de riz pour manger et vous voulez me sucer du sang ! Je ne vous en donne pas du tout, pas même une seule goutte ».

Et les habitants ont riposté à coups de bâtons, de pierres et de couteaux!

Lon Nol vient de faire entourer « l'Assemblée nationale » de trois à quatre lignes de barbelés avec un solide blockhaus dans son enceinte. Singulière précaution de ceux qui se proclament pourtant « représentants du peuple » !

Les combattants des F.A.P.L. se servent des avions ennemis comme points d'appui

LE PEUPLE KHMER soutient le F.U.N.K. et le G.R.U.N.K.

De nombreux Khmers habitant tous les coins du pays ont répondu à l'appel du 5 octobre de Norodom Sihanouk (publié dans l' « Humanité-Rouge ») :

— *A Battambang :* 52 bonzes et 1 153 autres personnes, ouvriers, commerçants, jeunes et élèves, instituteurs, bourgeois nationaux ont signé une pétition qui affirme leur attachement au G.R.U.N.K. et leur confiance en la victoire ;

— *Siem Reap :* même affirmation dans une pétition signée par 63 bonzes et 913 patriotes de toutes les couches de la population.

Mêmes soutiens reçus également par les comités du F.U.N.K. des villes de Kompong Speu, Kampot, Sihanouk-Ville et dans la région militaire de Phnom Penh !

Au Cambodge, paysans et citadins sont entrés dans la lutte ; 5 millions d'hommes libérés poursuivent le combat avec acharnement. Les jours de Lon Nol et de sa clique sont comptés. Et ce ne sont pas les manœuvres de Nixon sur « un cessez-le-feu sur place » qui pourront conjurer le juste sort réservé aux yankees et à leurs valets au Cambodge : LA DEFAITE !

EXPLOIT D'UN JEUNE KHMER

Dans chaque village khmer, les enfants organisés dans le « Corps des enfants patriotiques » participent à la Résistance. Ci-dessous, un conte réel qui s'est passé dans la province de Kompong. Une nouvelle génération forgée dans la lutte révolutionnaire est en train de naître au Cambodge.

A la lisière d'une forêt, un petit garçon gardait quelques buffles qui mangeaient tranquillement de l'herbe et parfois s'amusaient gaiement, comme si la bataille qui faisait rage autour d'eux ne les regardait pas. Assis près d'un tertre, le jeune bouvier prêtait l'oreille aux crépitements de fusils pour distinguer ceux des combattants révolutionnaires de ceux de l'ennemi.

Toujours assis là, le jeune garçon imaginait comment la bataille se livrait, alors que les buffles paissaient l'herbe tranquillement.

Il était déjà l'après-midi. Soudain, des pas résonnaient de la forêt. Les buffles levèrent la tête, regardèrent autour d'eux et se mirent de nouveau à brouter. Le petit bouvier se cacha rapidement dans des broussailles en bordure du bois. Trois soldats ennemis sortirent du bois en boitant, fusils sur le dos, et s'approchaient de lui. L'air fatigué et affolé, ils poursuivaient péniblement leur chemin en jetant des regards furtifs à gauche et à droite. Le bouvier réalisa immédiatement que c'étaient des soldats fantoches de Lon Nol qui, mis en déroute dans le champ de bataille, voulaient s'enfuir. Il restait là, silencieux. Et lorsque ces soldats étaient à une douzaine de mètres de lui, il s'écria :

« Où allez-vous ? »

A ce cri brusque, les soldats fantoches devinrent pâles et étourdis comme s'ils avaient été atteints d'un choc électrique. Ils regardèrent la direction d'où se leva le cri. Ils voulaient s'enfuir, mais ne l'osaient pas. Ils s'arrêtèrent là, stupéfaits, ne sachant à quel saint se vouer

En les voyant dans de beaux draps, le petit garçon, fort amusé, sortit des broussailles et reprit :

« Où voulez-vous aller ? »

Soulagés à la vue du garçon, les soldats fantoches répondirent :

« Nous allons regagner notre baraquement. »

Sachant qu'ils disaient un mensonge, le garçon les avertit :

« Cette route n'est pas praticable, il y a là beaucoup de soldats de l'Armée de Libération ! »

Tout effrayés, ils demandèrent avec anxiété :

« Quelle est la route praticable ? »

« Il n'y en a aucune. Les soldats de l'Armée de Libération sont nombreux, et vous risqueriez de les rencontrer à tout moment et partout, dans la forêt comme sur les routes. »

Le jeune leur répondit tout en les dévisageant pour voir quelle était leur réaction.

Ces trois soldats fantoches de Lon Nol, rossés par la violente offensive des F.A.P.L.K., n'avaient qu'une seule idée : sauver leur peau. A entendre que les soldats de l'Armée de Libération étaient partout, ils devenaient fort perplexes.

« Que devons-nous faire, mon petit frère ? », supplia l'un d'entre eux.

Pensant que c'était pour lui une bonne occasion de capturer ces soldats ennemis, le petit bouvier prétendit essayer de les aider à trouver une issue.

« J'ai une idée, dit-il, mais je ne sais pas si cela peut vous aider à vous tirer d'affaires. Soyez seulement en caleçons et cachez ici vos uniformes et fusils. Prenez chacun une branche pour vous donner l'air de chercher des buffles égarés, et personne ne vous suspectera. »

Les trois soldats fantoches, croyant que c'était une bonne idée, l'acceptèrent volontiers. Ils remirent alors au garçon leurs uniformes et fusils pour qu'il les cache. Puis ils s'empressèrent de trouver une branche pour conduire les buffles alors que le jeune bouvier mit deux fusils sur le dos et pointa soudainement un autre sur eux. « Haut les mains ! », s'écria-t-il. Tout confus, ces soldats fantoches n'avaient pas d'autre alternative que de se soumettre au jeune garçon. Celui-ci leur ordonna d'amener les buffles jusqu'au village, où il remit ces trois soldats à l'Organisation du Front uni national.

Eduqués par le Comité du F.U.N. du village et les masses, les trois prisonniers ont eu leur niveau de conscience politique élevé. Après s'être rendu compte des crimes commis par les agresseurs U.S. et la clique traîtresse Lon Nol-Sirik Matak-Son Ngo Thanh, ils se sont engagés à ne plus leur servir de chair à canon.

Le Comité du F.U.N. du village a décidé alors de les relâcher et de leur donner vêtements et argent pour qu'ils puissent regagner leur pays natal.

(Extrait de « L'Eveil », journal des écrivains afro-asiatiques, à commander par l'intermédiaires d'E-100.)

GUERRE AU RACISME !

« La police va vers l'humain la main tendue », *c'est ce que disait un commissaire de police lors d'une émission de télévision. A l'heure où il tenait ces propos, un ouvrier algérien était abattu dans un commissariat de Versailles. Là est toute la différence entre la propagande et la réalité. Propagande « humanitaire », réalité raciste et fasciste.*

Un ouvrier algérien abattu après s'être entendu dire : « retourne dans ton pays ». *Au terme d'une « enquête » menée rondement, les flics ont été déclarés* « en état de légitime défense » *malgré les déclarations formelles des témoins. Voilà ce qu'il en est de la justice bourgeoise. Une vie d'ouvrier, surtout lorsqu'il est algérien, ça ne pèse pas lourd dans sa balance. La parole de témoins algériens, ça ne compte pas pour elle, comparée à la parole de flics. De cela, on en a eu maintes fois la preuve. Souvenez-vous des agressions commises il y a quelques mois par des policiers en civil contre des foyers de travailleurs immigrés à Noisy-le-Sec et à Bagneux. Quel châtiment ont subi les responsables ?*

A la vérité, il y a aujourd'hui une véritable campagne terroriste qui est engagée contre les travailleurs immigrés.

Il y a quelque temps, à Saint-Etienne, « Ordre nouveau » *annonçait une campagne contre les travailleurs immigrés.*

Aujourd'hui, aux quatre coins de notre pays, des agressions sont commises. Des individus circulant en voiture font la chasse aux immigrés, arabes en particulier.

Il y a quelque temps, le ministre Fontanet rédigeait une circulaire qui plaçait les travailleurs immigrés sous le contrôle de la police. Il y était décidé que la remise de la carte de séjour se ferait à la condition d'avoir un travail et un logement décent.

A l'époque, nous avions dénoncé cette circulaire. Aujourd'hui, les premiers effets s'en font sentir. Les descentes de police dans les foyers de travailleurs immigrés se font plus fréquentes. Les menaces d'expulsion ont augmenté de façon importante. Comme on le voit, il s'agit d'une attaque en règle menée par l'Etat contre les travailleurs immigrés.

Que se cache-t-il derrière tout cela ?

Alors que l'exploitation capitaliste se fait plus dure, de moins en moins supportable, la colère gagne la classe ouvrière. Et cela, la bourgeoisie le sait fort bien. Alors, elle commence par semer la peur dans une partie de la classe ouvrière de France, en espérant ainsi la baillonner. Si elle réussissait à diviser ainsi la classe ouvrière, baillonner ensuite les travailleurs français ne lui en serait que plus facile. Qu'on y prenne garde, à travers les travailleurs immigrés c'est la classe ouvrière tout entière *qui est visée. L'intérêt de la bourgeoisie c'est la division, l'intérêt de la classe ouvrière c'est l'unité. Dès maintenant, travailleurs français et immigrés doivent lutter coude à coude, comme cela arrive de plus en plus souvent. Ensemble, ils doivent riposter aux menées racistes et fascistes. Il y a dans notre pays UNE SEULE classe ouvrière et sa force est dans son unité. Tout ce qui divise les travailleurs français et immigrés est à combattre, tout ce qui les unit est à soutenir. Le racisme est l'arme des exploiteurs, c'est une des armes du fascisme.*

LA PAGE DU TRAVAILLEUR IMMIGRÉ

C'est un de nos frères qu'on a assassiné

Mohammed Diab était un ouvrier algérien. Il avait 28 ans. Il était père de quatre enfants. Avec sa femme et sa sœur, il était allé à l'hôpital voir sa mère, malade. Là, où on lui fait des réflexions, il se met en colère. La police est appelée. On l'emmène au commissariat, sa femme et sa sœur l'accompagnent.

Arrivé au commissariat, on le fait se déshabiller, main sur la tête. Un flic lui dit : **« Tu ferais mieux de retourner dans ton pays »**. Paroles que les travailleurs immigrés s'entendent répéter quotidiennement, paroles qui contiennent tout le racisme.

Mohammed Diab se dresse contre l'insulte entendue mille fois. D'après sa femme et sa sœur il se jette sur deux policiers. Un troisième prend une mitraillette. Mohammed se rassied. Les flics font sortir les deux témoins. Mais elle verront la suite par une fenêtre. Mohammed se lève de sa chaise, nullement menaçant.

Un flic braque sur lui la mitraillette, un autre lui dit de « ne pas faire ça ». Une rafale claque. Mohammed Diab, s'écroule, abattu de sang-froid. C'est ce qu'ont vu les témoins. C'est ainsi qu'est assassiné un ouvrier algérien dans un commissariat. Radio-Alger devait déclarer : **« L'hypothèse d'un passage à tabac, expression d'un racisme anti-arabe, anti-algérien — racisme qui a largement cours en Europe et en France, n'est un secret pour personne — et qui aurait provoqué la réaction de Mohammed Diab, si réaction il y a eu, est plus plausible (...).**

» Il s'agissait d'un algérien, d'un arabe, alors, excès de zèle : on l'interroge avec des arguments frappants, comme dirait le général Massu. »

Le soir même, le substitut du procureur de la République de Versailles essayant déjà de disculper les flics déclarait : **« ... il s'agit selon toute vraisemblance d'un drame de la légitime défense ».**

Et ce qui devait arriver arriva. Entre le témoignage de la femme et de la sœur de Mohammed et celui des flics on a choisi celui des flics. « L'enquête » a conclu à la « légitime défense ». Aucune sanction ne sera prise contre les flics. Voici le prix accordé par la justice bourgeoise à une vie de travailleur algérien. Mais qu'on sache que c'est là une dette de plus contractée envers les travailleurs immigrés, envers toute la classe ouvrière. Et les dettes, un jour ou l'autre il faut les payer.

Des hommes sont en train de mourir

Dans ce foyer où sont entassés des travailleurs africains, les rats sont partout, l'humidité imprègne tout. Dans ce foyer, il y a des hommes atteints de la tuberculose. Quarante d'entre eux sont alités dans cet enfer. Parmi eux, il y en a qui crachent le sang.

Un nouveau foyer devait être construit : il a 18 mois de retard.

Chaque jour qui passe rend leur mort plus certaine. Ces choses-là sont connues, seulement la bourgeoisie si prompte à envoyer ses flics, à expulser, les laisse mourir.

Que valent pour elle des vies de travailleurs africains ?

Dénonçons partout ce scandale, ce crime qui se commet. Agissons avant qu'il ne soit trop tard !

La femme et les enfants de Mohammed Diab.

AIX-EN-PROVENCE : LA POLICE INVESTIT UN HOTEL D'OUVRIERS IMMIGRES

Le 8 novembre à 6 heures du matin des policiers en civil ont pénétré dans les chambres des travailleurs immigrés pour vérification des cartes de séjour et de travail. Les passeports ont été confisqués et gardés toute la matinée au commissariat.

Le 10 à 6 heures du matin, la police est revenue, a bouclé le quartier. La police a déclaré à ceux qui n'avaient pas encore leur carte de séjour qu'ils devaient reprendre le bateau dans les 4 jours. Dans cette ville les patrons d'hôtel ont fait passer les loyers de 80 à 100 F. Quand on sait qu'une chambre est souvent occupée par 8 travailleurs, on voit combien rapporte une seule chambre par mois. Les travailleurs s'étaient organisés contre ces hausses.

Déclaration de l'union des Syndicats C.F.D.T. de Paris.

Protestant contre les expulsions de travailleurs imimgrés, l'union des Syndicats C.F.D.T. de Paris déclare : **« Suite aux nouvelles dispositions réglementaires concernant la délivrance par la préfecture de police des cartes de séjour et de travail, tient à protester et à condamner avec force les expulsions qu'entrainent ces nouvelles mesures ; la situation de Saïd et Faouzia Bouziri en est une triste illustration. L'union des syndicats C.F.D.T. de Paris demande l'arrêt immédiat de toutes les expulsions qui sont une atteinte caractérisée aux droits de l'homme et ruinent la réputation d'accueil de notre pays pour les travailleurs étrangers ».**

———o———

GRENOBLE : GREVE DES LOYERS

Depuis 6 mois les travailleurs immigrés qui logent dans les trois hôtels Aubert-Hartel font la grève des loyers. Le propriétaire recourt à la menace. Il leur fait enlever du matériel de cuisine et a envoyé un huissier avec des lettres d'expulsion pour le 1er décembre.

Le propriétaire a d'abord utilisé un individu qui passait dans toutes les chambres et intimidait les travailleurs. La manœuvre échoue. Des locataires vont demander des comptes au propriétaire qui frappe un travailleur tandis que sa femme les menace d'un revolver. Il fait couper le gaz, leur envoie des lettres d'huissier qui les convoque à un procès. Malgré ces menaces, les travailleurs immigrés ne cèdent pas.

———o———

SAINT-ETIENNE : ATTENTATS RACISTES

A Saint-Etienne, en septembre se déroulait le congrès des nazis d'Ordre Nouveau prévoyant une campagne raciste.

Le 28 octobre on retrouvait le cadavre d'un jeune étudiant algérien.

Quelques jours après une femme et un enfant algériens étaient agressés dans la rue. Dans la nuit du 6 au 7 novembre, un algérien était découvert le crâne fracassé.

Il y a quelque temps un jeune Algérien se fait agresser, il va au commissariat où on lui dit : **« Ce sont des Européens ? Oui. Alors, si vous n'êtes pas content de la France, vous n'avez qu'à partir ».**

———o———

ROUBAIX : AGRESSIONS CONTRE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Le 2 novembre, une automobile fonce sur un jeune algérien circulant en vélo. Celui-ci a le temps de s'enfuir en courant.

Le 4 la vitrine d'un café algérien est détruite.

Le 5, un algérien est attaqué, jeté dans le canal.

Le 6, la vitrine d'un café est détruite. Le même jour, deux algériens sont attaqués à coups de chaîne.

———o———

CHANTILLY : ATTENTAT RACISTE

Le 7 octobre, Amar Fedjani, lad à Chantilly était agressé. Il a été trépané. Ce crime succède à une dizaine d'autres survenus en un an dans la région.

Depuis, deux travailleurs algériens, eux aussi lads à Chantilly ont été agressés par des racistes circulant en voiture.

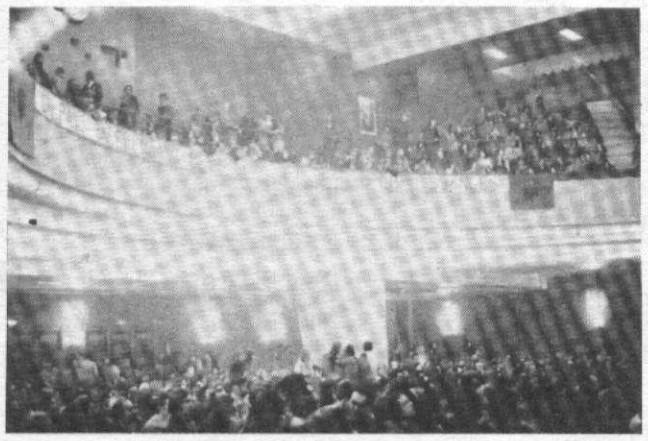
Dans un tract, les travailleurs immigrés déclarent : **« A Chantilly, si on est arabe, on ne peut plus sortir dans la rue acheter des cigarettes sans risquer d'être attaqué. Nous pensons qu'il faut nous défendre tout de suite parce que nous ne pouvons pas continuer à nous laisser massacrer sans rien dire ».**

———o———

AUMETZ (Moselle) : LICENCIEMENT DE ONZE OUVRIERS IMMIGRES

Après une grève pour une augmentation de salaire, 11 travailleurs immigrés de la SOMAFER ont été licenciés. Une assemblée de travailleurs immigrés a eu lieu le 23 novembre pour protester contre ces licenciements et les conditions de vie insupportables. Nombre d'entre eux doivent vivre dans un foyer de 109 personnes ayant 2 w.c., 2 gaz butane, les draps n'ont pas été changés depuis 1 mois et demi : 3, rue Riquet, Paris-19e.

MEETING ENTHOUSIASTE D'AMITIE AVEC L'ALBANIE



Le 28 novembre, on fêtait l'Albanie socialiste à la Mutualité. L'Association des Amitiés franco-albanaises, créée récemment, organisait son premier meeting, à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance et du 28e anniversaire de la libération de l'Albanie.

Plus de 3.000 personnes sont venues saluer, dans une chaleur et un enthousiasme remarquables, la glorieuse Albanie rouge d'Enver Hoxha.

A la tribune, aux côtés de Javer Malo, ambassadeur de la République Populaire d'Albanie en France, on notait la présence du Professeur Milliez, (directeur de l'U.E.R. de l'Hôpital Broussais), qui présidait la réunion, d'Abraham Behar, de Régis Bergeron, écrivain, de Vincent Monteil, de Gilbert Mury, écrivain, etc.

Plusieurs orateurs ont exposé divers aspects de la réalité albanaise.

Vincent Monteil s'est placé d'un point de vue historique et a retracé l'épopée de Skanderberg qui sut, au XVe siècle, mobiliser le peuple albanais dans la lutte contre l'occupant turc et donner à celle-ci un véritable caractère populaire. C'était l'occasion de rappeler les paroles du camarade Enver Hoxha : « Le peuple albanais a frayé son chemin dans l'histoire l'épée à la main ».

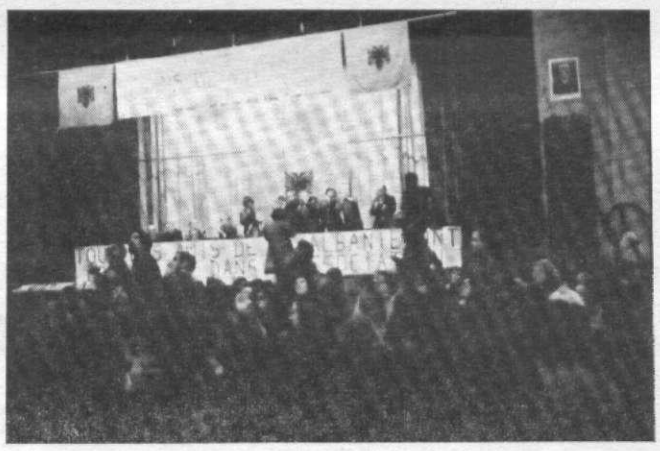
Une camarade a ensuite parlé avec chaleur et émotion de la femme albanaise. Elle a montré comment, dans ce pays hier encore dominé par l'Islam, la femme était devenue l'égale de l'homme, et comment elle s'engageait dans la lutte pour conquérir sa totale émancipation.

Puis, Abraham Behar a évoqué le rôle que joue la classe ouvrière dans la construction du socialisme en Albanie. Il a montré comment cette classe détenait réellement le pouvoir et ce que cela signifiait pour tous les travailleurs albanais : l'approfondissement constant de la démocratie de masse, la participation de plus en plus active et directe au gouvernement du pays. Il a indiqué qu'une question importante aujourd'hui en Albanie était le développement du « contrôle ouvrier » : c'est-à-dire du contrôle qu'exerce directement la classe ouvrière au pouvoir sur toute chose, non seulement à l'intérieur de l'usine, mais hors de l'usine, sur les problèmes culturels, sociaux, économiques et politiques les plus divers.

Enfin, Gilbert Mury s'est plus particulièrement attaché à montrer qu'en Albanie socialiste se forgeait un *homme nouveau*, que s'établissaient des rapports de type nouveau entre les hommes — des rapports débarrassés de tout égoïsme, de tout esprit de domination, et fondés sur la liberté, la fraternité, la primauté accordée à l'idéal commun et à l'intérêt général. Il a montré par exemple comment, en Albanie, les cadres servaient le peuple, étaient liés aux travailleurs, ne menaient pas une vie de luxe, etc., et comment, au cas où certains d'entre eux se bureaucratisaient, les travailleurs avaient tous les moyens de les critiquer et de les remettre dans le droit chemin.

Les participants ont fait une longue ovation aux représentants de la Chine populaire, du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam, de la R.D.V.N. et du Cambodge, présents dans la salle — symbole de la solidarité et de l'amitié des peuples révolutionnaires du monde.

Le meeting s'est terminé par la projection de deux films : un reportage de Jean Bertolino sur l'Albanie, et un film albanais retraçant un épisode de la résistance antinazie.



Une politique étrangère ferme, conséquente et internationaliste

A Vlora, ville de l'Albanie du Sud, s'est tenue le 28 novembre une réunion consacrée au 60e anniversaire de l'indépendance. Le camarade Enver Hoxha y assistait. Hysni Kapo, membre du Bureau Politique du Parti du Travail d'Albanie et Secrétaire du C.C. a prononcé un discours, dans lequel il a notamment déclaré :

Les deux « superpuissances » — l'impérialisme des U.S.A. et le social-impérialisme soviétique — se sont chargés du rôle de « gendarme international ». En alliance criminelle et en appliquant leur stratégie globale de partage de la domination mondiale, ils s'efforcent, tantôt par des agressions directes comme au Vietnam et en Tchécoslovaquie, tantôt par des manœuvres et des intrigues comme au Moyen-Orient, d'éteindre les luttes de libération, d'étouffer les aspirations des peuples pour la liberté et l'indépendance et de s'assurer des sphères d'influence aux dépens des autres peuples et Etats.

Les impérialistes américains et les socio-impérialistes soviétiques s'évertuent de créer l'illusion que le monde serait sur le point d'entrer dans une période d'apaisement et de paix stable. C'est pourquoi ils parlent du « rétablissement de la paix » en Indochine, de « solution pacifique » du conflit au moyen orient, de la « sécurité collective » en Europe ou dans d'autres régions. Mais ce n'est qu'un rideau de fumée, une manœuvre pour mettre en veilleuse la vigilance des peuples, pour avoir les mains libres afin de concentrer les forces dans ces régions où leur domination se trouve plus en péril et où il va de leur intérêt d'accroître leur pression sur les divers peuples et états. Ils font du bruit de tous les côtés à propos de la paix et du désarmement à un moment où leurs forces terrestres, maritimes et aériennes organisent de vastes manœuvres sur des territoires étrangers, tandis qu'aux entretiens secrets soviéto-américains des accords ont été conclus tendant à conserver l'équilibre et le monopole des deux « superpuissances » dans les armements modernes et le désarmement des peuples.

Face à ces manœuvres, autant diaboliques que dangereuses, il est indispensable de garder toujours aiguisée la vigilance des peuples, d'unir toutes les forces révolutionnaires, de libération, progressistes et éprises de paix dans dans une lutte du tac au tac en vue d'écraser les plans agressifs de l'impérialisme et du social-impérialisme, pour les faire reculer, pour leur rendre la vie impossible et pour l'abréger !

La République Populaire d'Albanie, dès les premiers jours de son existence, a toujours suivi une politique étrangère ferme et conséquente, internationaliste. C'est la politique de l'étroite collaboration fraternelle avec les pays socialistes, en premier lieu la grande République Populaire de Chine, la puissante citadelle du socialisme et de la liberté des peuples, c'est la politique de la lutte contre l'impérialisme, l'impérialisme américain en tête et contre le social-impérialisme soviétique, c'est la politique de soutien sans réserves au mouvement révolutionnaire et de libération dans les autres pays, la politique de la coexistence pacifique et du bon voisinage avec les états ayant un système social différent du nôtre.

La propagande des socio-impérialistes soviétiques sur la prétendue « sécurité européenne » ne peut pas nous tromper. Il ne peut y avoir de véritable sécurité et de paix stable sur notre continent que si les peuples d'Europe prennent entre leurs mains cette question et se dressent avec détermination pour rejeter l'hégémonie des deux superpuissances impérialistes.

Depuis un certain temps, les chefs de file socio-impérialistes soviétiques ont changé de tactique à l'égard de notre pays et disent qu'ils sont soi-disant pour la « normalisation » des relations avec nous. Comme le camarade Enver Hoxha l'a dit au 6e congrès du P.T.A., « ce n'est là que pure démagogie et un effort pour se disculper. Mais nous ne nous laisserons pas prendre à leurs pièges. Nous ne nous laisserons pas intimider par leurs cliquetis d'arme, pas plus que par le rameau d'olivier qu'ils agitent. Ils ont à rembourser de lourdes dettes politiques, idéologiques et économiques envers l'Albanie. Il ne peut et il ne pourra y avoir de normalisation que lorsque les peuples soviétiques et les véritables bolcheviks interviendront pour établir la justice révolutionnaire marxiste-léniniste à propos de ces questions ».

Cette politique étrangère révolutionnaire et internationaliste que notre Parti et notre Etat suivent de façon conséquente, leur lutte et leurs attitudes courageuses de principe à l'égard de l'impérialisme et particulièrement à l'égard du révisionnisme moderne, ont renforcé la position internationale de l'Albanie socialiste, ont élevé comme jamais auparavant son autorité et son prestige dans le monde. Notre pays a aujourd'hui des amis et des sympathisants partout et en premier lieu la grande Chine populaire de 700 millions d'habitants, il jouit de leur sympathie fervente et de leur soutien illimité.

AFFICHEZ H. R.

LA DOMINATION FRANÇAISE EN AFRIQUE CONTESTÉE

Comme nous l'avons indiqué dans notre précédent numéro, les Etats africains et malgache — anciennes colonies françaises — contestent de plus en plus les accords de « coopération » signés en 1960 avec la France — et qui permettent aux monopoles français de continuer à piller les richesses de ces pays.

L'heure est venue pour les peuples africains et malgache de prendre en main leurs destinées, d'accéder à une véritable indépendance ou de consolider celle-ci. Cela n'ira pas sans difficultés ni sans lutte : le ton menaçant employé par Pompidou au Togo est là pour le rappeler. Mais le courant est irrésistible et l'impérialisme français, l'ennemi commun des travailleurs de France et des peuples africains et malgache, connaîtra sous peu de sérieuses difficultés en Afrique. Les commentateurs les plus avisés de la presse bourgeoise le sentent bien, qui parlent de « remous en Afrique », de « fractionnement de la zone franc »...

LA VOLONTE IRRESISTIBLE D'ACCEDER A UNE VERITABLE INDEPENDANCE

L'année 1972 a été marquée par de nombreux signes de cette volonté farouche d'indépendance des peuples africains et malgache. Ces peuples sentent profondément que l' « indépendance » accordée en 1960 par de Gaulle est restée formelle et que la véritable indépendance reste pour l'essentiel à arracher. Les luttes et la pression grandissante des peuples africains et malgache ont poussé les gouvernements de ces pays à prendre des mesures pour avancer dans la voie de l'indépendance... ou à « démissionner » purement et simplement comme ce fut le cas du fantoche Tsiranana à Madagascar.

— Le 27 juin dernier, la Mauritanie demande la révision des accords de « coopération » avec la France. A la même époque, on apprenait qu'un certain nombre de pays africains faisaient de même. On sait maintenant qu'il s'agit du Niger, de Madagascar, du Congo-Brazzaville et du Cameroun.

— En mai, de puissantes manifestations populaires secouent Madagascar. Les mots d'ordre criés par les manifestants exigent la révision des accords de coopération avec la France et protestent contre la présence dans l'île de plus de trois mille soldats français. Tsiranana est contraint de démissionner. Son remplaçant, le général Ramanantsoa, se fait l'écho des exigences du peuple malgache : il demande la révision des accords de « coopération » et institue, fin novembre, le contrôle des changes y compris avec la France, ce qui est contraire aux règles de fonctionnement de la zone franc.

— Le 22 novembre, en présence de Pompidou, le général Eyadema, président du Togo, pose la revendication « inattendue » d'une plus juste définition du franc C.F.A.

— Le 28 novembre, à l'occasion de la fête nationale de la République islamique de Mauritanie, le président Moktar Ould Daddah annonce que son pays va créer **sa propre monnaie nationale.** Il demande la **révision complète** des accords de « coopération » avec la France et la **suppression** des accords de défense et des accords d'assistance militaire technique. Dans son discours, Moktar Ould Daddah a indiqué que la Mauritanie entendait ainsi poursuivre « la recherche constante d'une indépendance plus réelle dans tous les domaines ».

— Enfin, le 1er décembre, le commandant Kerekou, président de la République du Dahomey, réclamait à son tour une redéfinition des accords monétaires avec la France et une révision de l'ensemble des rapports franco-dahoméens.

Nous n'oublions pas la forme la plus radicale de lutte qu'emploie le peuple tchadien, qui a engagé la **lutte armée** pour se libérer du joug de l'impérialisme français. Cette lutte gagne en ampleur et met en difficulté le régime de Tombalbaye. Ce dernier n'a-t-il pas été obligé récemment de rompre toute relation avec Israël et de reconnaître la République populaire de Chine ?

UNE REMISE EN CAUSE DE LA ZONE FRANC

La « zone franc » est remise en cause par toutes les revendications légitimement avancées par les pays africains et malgache : la Mauritanie crée sa propre monnaie nationale, le Togo réclame une nouvelle parité, Madagascar et la Mauritanie institue le contrôle des changes (ce qui va à l'encontre de la règle de libre circulation des capitaux à l'intérieur de la zone), etc. Les trois pays du Maghreb ont déjà quitté la zone franc depuis longtemps.

Les peuples africains et malgache intensifient leur lutte pour l'indépendance. Tôt ou tard ils chasseront définitivement l'impérialisme français de leur sol.

Qu'est-ce donc que cette «zone franc» dont on se met à parler maintenant qu'elle craque de toute part ?

C'est un instrument de domination aux mains de l'impérialisme français.

Aux lendemains de la « décolonisation », l'impérialisme français a dû changer ses méthodes de domination. Ainsi sont nés la politique d' « aide » et de « coopération » et le cadre dans lequel elle se développe : la zone franc.

Une zone monétaire comme la zone franc (il existe aussi la zone dollar, la zone sterling) procure des avantages financiers et commerciaux supplémentaires à l'impérialisme français. De multiples mécanismes sont destinés à freiner la concurrence des autres impérialismes dans les pays de la zone. Les règles de la zone franc avantagent la France, au détriment de l'économie nationale des pays africains.

La libre circulation des capitaux entre la France et les pays de la zone franc favorise les investissements privés entrepris par les monopoles français. Ces investissements privés sont considérés comme « aide privée » : comme si l'implantation d'une usine appartenant à un monopole français, utilisant au plus bas prix les matières premières locales et payant ses ouvriers à coups de lance-pierres, constituait une quelconque « aide » pour un pays africain ! Or cette « aide privée » tend à augmenter, au détriment de l' « aide » publique. En dehors des investissements directs, elle se compose de « crédits à l'exportation » qui, ajoutés au « soutien économique et financier » et aux prêts qui font partie de l'aide publique, constituent ce que le gouvernement français appelle le « financement du développement » — mais qui n'est, en fait, qu'une **subvention déguisée aux exportations** des monopoles français.

Et à quels prix les pays africains doivent acheter les marchandises françaises ! D'après les statistiques publiées en 1966 par l'O.C.D.E., les prix des exportations françaises vers les pays « sous-développés » dépassaient les prix du marché mondial dans les proportions suivantes :

— Machines agricoles : + 54,7 %,

— Pièces détachées : + 81 %,

— Machines pour métaux : +265 %,

et pour les biens de consommation courante :

— Livres + 10 %,

— Lessive : + 40 %,

— Lampes : + 103 %.

On imagine quels superprofits sont amassés sur le dos des peuples africains !

Un autre mécanisme de la zone franc défavorise les pays africains et malgache : celui par lequel les devises gagnées par ces pays dans leurs ventes hors zone franc sont **centralisées aux mains de la France**, qui voit ainsi s'accroître sans mal son fonds de devises.

C'est l'ensemble de ces mesures iniques, perpétuant l'ère coloniale, qu'un nombre croissant d'Etats africains entendent remettre en cause.

NE PAS S'EN REMETTRE A L' « AIDE » ETRANGERE

Les peuples africains et malgache veulent conquérir leur totale indépendance. Ils ont fait l'amère expérience de l' « aide » accordée par le néo-colonialisme français : ils ne veulent plus de ces « aumônes » apparentes qui cachent un pillage réel et forcené de leurs richesses. Ils veulent avant tout compter sur eux-mêmes, protéger leurs ressources nationales, développer leur économie nationale, combattre toute ingérence étrangère et accéder à une véritable indépendance nationale.

Ce courant est irrésistible et, tôt ou tard, l'impérialisme français devra plier le genou devant les peuples africains et malgache.

Les « remous » constatés dernièrement en Afrique ne sont **que les premiers signes** d'une révolte qui s'approfondira. Comme l'a constaté le délégué chinois à l'O.N.U., Houang Houa, dans son discours du 20 octobre :

« La lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme et pour la conquête et la sauvegarde de l'indépendance nationale est une lutte à caractère de masse. Sa victoire ne peut être arrachée que par la mobilisation de millions et de millions de personnes et leur organisation dans une lutte soutenue. Il est certain que la lutte revêt des formes variées, mais en dernière analyse, seule l'usage de la violence révolutionnaire permet de renverser la violence contre-révolutionnaire des colonialistes. »

Au Gabon la répression s'intensifie

Devant la détermination inébranlable du peuple gabonais qui lutte contre l'impérialisme international, français en particulier et ses valets au pouvoir à Libreville, ces derniers répondent par une intensification plus accrue de la répression, emprisonnent, condamnent, torturent étudiants et fonctionnaires patriotes, suppriment les libertés démocratiques.

Ainsi le camarade Nzouba Ndama Guy, étudiant à Montpellier, est détenu dans les geôles de Bongo, pour avoir refusé de livrer, au service néo-colonial d'espionnage, les noms des différents responsables des sections de notre section territoriale, l'Association générale des étudiants du Gabon (l'A.G.E.G.).

De même, des étudiants de l'Université du Gabon, responsables et militants de l'Organisation nationale des étudiants gabonais (O.N.E.G.), après une longue détention, viennent d'être condamnés : Nzoghe Anselme, président, à cinq ans de prison ferme, Nonda, Boussougou-Bounda, Nze-Nguema et beaucoup d'autres à deux ans de prison ferme, sous le fallacieux prétexte de « complot contre le régime » alors qu'ils revendiquaient le droit d'association et refusaient de calquer les statuts de leur association sur la politique pro-impérialiste et anti-populaire du régime de la clique Bongo.

Mba Jean Hilaire, militant de l'O.N.E.G., vient d'être arrêté.

Ces condamnations sévères à la suite d'un jugement sommaire, expéditif et à huis-clos sont un signe avant-coureur de ce que le régime entend réserver à des fonctionnaires accusés — comme du reste les étudiants — de « complot communiste ». Il s'agit de Ondo Nze, ingénieur du Génie rural, Rendjambe Joseph, professeur d'économie, Bertrand Bekale, comptable, Ondo Patrice, professeur de mathématiques, maître Agondjo, avocat et chargé d'enseignement à l'Université nationale.

La raison véritable de leur emprisonnement est leur refus de cautionner la politique anti-nationale de la clique Bongo et aussi leur détermination à lier leur sort à celui des masses populaires.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 3e trimestre 1972